

Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2014

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,1 milliard de dollars pour le premier trimestre de 2014

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013 :

- **Bénéfice net de 1 061 millions de dollars, en hausse de 2 %, et bénéfice net ajusté¹ de 1 083 millions, en hausse de 5 %**
- **BPA² de 1,58 \$, en hausse de 5 %, et BPA ajusté^{1, 2} de 1,61 \$, en hausse de 7 %**
- **RCP de 14,2 %, comparativement à 14,9 %, et RCP ajusté¹ de 14,5 %, en regard de 14,8 %**
- **Dotations à la provision pour pertes sur créances de 99 millions de dollars, contre 178 millions, et dotations ajustées¹ de 99 millions, contre 96 millions**
- **Ratio des capitaux propres ordinaires selon Bâle III de 9,3 %**

Toronto, le 25 février 2014 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2014, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 061 millions de dollars ou 1,58 \$ par action et un bénéfice net ajusté de 1 083 millions ou 1,61 \$ par action.

« Les résultats du premier trimestre de BMO reflètent la croissance continue des revenus et une solide performance des groupes d'exploitation, particulièrement dans le secteur des Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada. La Banque progresse de façon soutenue et son bilan est en hausse, a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nous avons accru notre part du marché du crédit aux particuliers au Canada, en plus de produire une croissance à deux chiffres des prêts aux entreprises et des dépôts d'entreprises. Aux États-Unis, notre équipe des services bancaires aux entreprises a également continué à produire une excellente croissance des volumes, les prêts de base dans les secteurs commercial et industriel ayant progressé de 14 % depuis un an. Les marges sont restées stables des deux côtés de la frontière, tandis que les revenus de la Gestion de patrimoine et de BMO Marchés des capitaux ont connu une bonne croissance.

« Nous avons récemment annoncé une entente en vue d'acquérir F&C Asset Management, une société de gestion de placements diversifiée basée au Royaume-Uni. Cette acquisition nous permettra de développer les activités de BMO Gestion mondiale d'actifs, dont les actifs sous gestion s'élevaient à plus de 130 milliards de dollars américains et qui employait 175 spécialistes du placement à la fin de 2013.

« Nous constatons les avantages de notre présence diversifiée en Amérique du Nord. Les possibilités de croissance sont évidentes dans l'ensemble de nos secteurs d'activité aux États-Unis, dans un contexte où les finances des ménages s'améliorent et où la confiance des consommateurs augmente. De plus, les progrès dans les négociations au sujet du plafond de la dette publique et du budget aux États-Unis favoriseront les investissements des entreprises ainsi que notre plateforme nord-américaine de services bancaires aux entreprises, qui est d'une ampleur considérable », a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,76 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2014, ce qui correspond au même montant que celui du trimestre précédent, mais signale une augmentation de 0,02 \$ par action comparativement à celui d'il y a un an et représente un dividende annuel de 3,04 \$ par action ordinaire.

1 Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section intitulée Bénéfice net ajusté et (pour toutes les périodes indiquées) dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2014, incluant nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2014, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats de la Banque

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 061 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en hausse de 25 millions ou de 2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 083 millions de dollars, pour une progression de 54 millions ou de 5 % sur douze mois. PE Canada et la Gestion de patrimoine ont poursuivi sur leur lancée, les résultats de PE États-Unis se sont améliorés en regard du trimestre précédent et ceux de BMO Marchés des capitaux ont été excellents.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le bénéfice net, soit 484 millions de dollars, s'est accru de 37 millions ou de 8 % sur un an et, après ajustement, il a atteint 486 millions, pour une progression de 36 millions ou de 8 %. Les résultats reflètent l'amélioration continue du rendement qui s'était amorcée dans la seconde moitié de l'exercice précédent, les revenus ayant affiché une saine croissance et le levier d'exploitation dépassant 2 % pour un deuxième trimestre consécutif. Les revenus se sont renforcés de 99 millions ou de 7 % en regard d'il y a un an grâce à l'élargissement marqué des volumes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence du repli de la marge nette d'intérêts. En regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, les prêts ont augmenté de 10 % et les dépôts, de 11 %. Quant aux charges, elles se sont accrues de 33 millions ou de 4 % en raison d'investissements continus dans les activités.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les taux de croissance des prêts et des dépôts ont été élevés, soit respectivement 10 % et 9 %. Notre récente campagne *Surclassez-vous* pour la carte MasterCard^{MD} BMO World Elite nous a valu de nouveaux clients. Les résultats de l'unité des services bancaires aux entreprises ont encore été solides, les dépôts et les prêts ayant fortement augmenté, respectivement de 11 % et de 14 %. Nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des prêts aux petites et moyennes entreprises. Nous améliorons sans cesse les processus de nos deux unités de services bancaires, ce qui permet à nos employés de première ligne de consacrer davantage de temps au recrutement de nouveaux clients et à la consolidation de nos liens avec la clientèle existante.

PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)

Le bénéfice net, au montant de 153 millions de dollars, s'est comprimé de 27 millions ou de 15 % en regard de celui, fort élevé, du premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté, soit 164 millions, a fléchi de 30 millions ou de 15 % sur douze mois. Les résultats d'il y a un an reflétaient des revenus élevés provenant des ventes de nouveaux prêts hypothécaires, des frais sur les prêts aux entreprises, les clients réagissant aux changements fiscaux prévus aux États-Unis, ce qui avait intensifié l'octroi de prêts aux entreprises, ainsi qu'une meilleure marge nette d'intérêts. Le bénéfice net ajusté a bondi de 55 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé des réductions des dotations à la provision pour pertes sur créances, dotations qui avaient été exceptionnellement élevées au dernier trimestre de l'exercice 2013.

En regard d'il y a un an et du trimestre précédent, le solde moyen des prêts et acceptations s'est renforcé, et ce, grâce à la forte croissance qu'a encore affichée le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base. De fait, ce portefeuille s'est enrichi de 3,0 milliards de dollars ou de 14 % sur un an, pour atteindre 24,3 milliards.

L'essor des services bancaires aux entreprises et des comptes de chèques et d'épargne des particuliers a été plus qu'annulé par la baisse, d'ailleurs prévue, des comptes de dépôt, comptes dont les taux sont plus élevés, ainsi que par le transfert, à la Gestion de patrimoine, de certains soldes des clients au début du trimestre à l'étude, ce qui s'est traduit par une baisse des dépôts.

Au cours du trimestre, la Federal Home Loan Bank de Chicago nous a attribué 24 projets dans le cadre du Affordable Housing Program. Ces projets nous permettent d'offrir un soutien aux collectivités par la construction de logements abordables en plus de nous procurer des occasions de ventes croisées de produits et de services.

Gestion de patrimoine

La Gestion de patrimoine a encore obtenu de bons résultats. Le bénéfice net, au montant de 175 millions de dollars, a affiché une hausse de 13 millions ou de 8 % en regard d'un an plus tôt et, après ajustement, il s'est dégagé à 183 millions, s'étant renforcé aussi de 8 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 123 millions, pour une hausse de 19 millions ou de 17 %, ce qui a découlé de la forte croissance des actifs des clients et de la progression des volumes de transactions. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 60 millions, ayant reculé de 4 millions ou de 7 % sur douze mois.

À 597 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 97 milliards ou de 19 % par rapport à il y a un an grâce à l'appréciation des marchés, à la plus-value du dollar américain et à l'essor des nouveaux actifs des clients.

BMO Ligne d'action a été nommée meilleure maison de courtage en ligne appartenant à une banque au Canada pour la troisième année consécutive dans le cadre du 15^e sondage annuel du *Globe and Mail* portant sur les courtiers en ligne ainsi que meilleure maison de courtage en ligne pour 2013 lors du 19^e gala annuel Morningstar.

En janvier, BMO a annoncé une entente concernant une offre au comptant visant l'acquisition de la totalité des actions de F&C Asset Management plc (F&C), gestionnaire de placements diversifié dont le siège social est au Royaume-Uni, à un prix d'environ 708 millions de livres (1,3 milliard de dollars). Par suite de cette transaction, F&C ferait partie de BMO Groupe financier. Cette acquisition devrait être

menée à terme après le 1^{er} mai 2014 sous réserve de l'approbation des actionnaires de F&C et du respect de toutes les conditions de nature réglementaire et autres.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net du trimestre à l'étude s'est chiffré à 277 millions de dollars, en baisse de 21 millions ou de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, étant donné que la hausse appréciable des revenus, surtout de ceux provenant des activités américaines, a été plus que contrebalancée par celle des charges, par la diminution des recouvrements de prêts et par la hausse du taux d'impôt effectif. À 18,8 %, le rendement des capitaux propres a été excellent, dépassant ainsi de 3,8 % celui de 15,0 % obtenu au trimestre précédent. Les revenus se sont accrus de 79 millions ou de 9 % sur douze mois, ce qui a résulté des revenus élevés qui ont été tirés des activités de banque d'affaires et services aux sociétés et des produits de négociation, surtout dans le cas du secteur américain. Les charges ont augmenté de 85 millions ou de 16 % sur un an à cause de la hausse des frais liés au personnel, dont les indemnités de départ, et des frais de soutien, facteurs tous deux imputables à l'évolution du cadre commercial et réglementaire.

Notre engagement sans faille envers notre clientèle de base a été souligné puisque Greenwich Associates a, durant le trimestre, nommé BMO Marchés des capitaux chef de file en matière de qualité pour ce qui est des fusions et acquisitions au Canada et du marché canadien des actions et chef de file des banques d'affaires au Canada et du marché canadien des titres de créance pour les catégories part de marché et taux de pénétration.

Au cours du trimestre à l'étude, BMO Marchés des capitaux a participé à 374 nouvelles émissions à l'échelle mondiale, soit 192 émissions de titres de créance de sociétés, 110 émissions de titres de créance d'administrations publiques et 72 émissions d'actions, pour un total de 818 milliards de dollars.

Services d'entreprise

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 41 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 50 millions pour la même période de l'exercice précédent. La perte nette ajustée a été de 41 millions, contre 79 millions il y a un an. Au cours du trimestre à l'étude, les éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis sont pris en compte dans les résultats ajustés. Ces éléments sont constitués d'un montant de 79 millions au titre de la constatation, dans les revenus nets d'intérêts, d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances du portefeuille, d'une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 34 millions et d'impôts sur le résultat connexes de 17 millions. Les revenus ajustés se sont accrus en raison principalement de ceux liés aux revenus relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, ce qui a été atténué par le fait que le montant de compensation sur une base d'imposition comparable (bic) des groupes a dépassé de 21 millions celui inscrit un an plus tôt. Les charges ajustées ont baissé en raison surtout de la réduction des frais de soutien constatés dans les Services d'entreprise et de la diminution des charges associées au portefeuille d'actifs douteux garantis par des biens immobiliers. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances, soit 59 millions, a augmenté de 8 millions grâce surtout à une hausse, sur un an, de 58 millions des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, ce qui a été atténué par des dotations de 34 millions eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis.

Bénéfice net ajusté

Le bénéfice net ajusté du premier trimestre de 2014 a été de 1 083 millions de dollars, en hausse de 54 millions ou de 5 % en regard de ce qu'il était un an plus tôt. Le bénéfice par action ajusté s'est établi à 1,61 \$, ayant augmenté de 7 % par rapport à celui de 1,50 \$ dégagé au cours du même trimestre de l'exercice précédent.

La direction a désigné certains montants comme éléments d'ajustement et a ajusté les résultats établis selon les PCGR afin de pouvoir en traiter et de les présenter en ignorant les effets des éléments d'ajustement et ainsi faciliter la compréhension du rendement et des tendances connexes. Le seul élément qui a été retranché des résultats du premier trimestre de 2014 aux fins du calcul des résultats ajustés est l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 31 millions de dollars (22 millions après impôts ou 0,03 \$ par action) qui, lui, est imputé aux groupes d'exploitation. La provision générale pour pertes sur créances n'a enregistré aucune variation nette. Antérieurement, les montants ignorés aux fins des résultats ajustés comprenaient également les éléments liés au crédit eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis, les coûts d'intégration des acquisitions et les activités de crédit structuré en voie de liquidation. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures ajustées, et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et, à l'instar des éléments qui ont été exclus de leur calcul, ils sont décrits plus en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures. Cette section renferme également une description sommaire de l'incidence des éléments d'ajustement des périodes de comparaison.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats de la Banque et de ceux des groupes d'exploitation sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 25 février 2014. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2014, des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2013 figurant dans le Rapport annuel pour 2013 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

5	Sommaire des résultats comptables	24	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
6	Sommaire des résultats ajustés	25	Bilan
7	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	26	Transactions avec des parties liées
7	Survol et perspectives économiques	26	Arrangements hors bilan
8	Autres mesures de la valeur	26	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Change	26	Modifications futures de méthodes comptables
8	Bénéfice net	26	Évolution de la réglementation
9	Revenus	27	Instruments financiers désignés
10	Dotations à la provision pour pertes sur créances	28	Gestion des risques
11	Prêts douteux	28	Risque de marché
12	Charges autres que d'intérêts	29	Risque de liquidité et de financement
12	Impôts sur le résultat	32	Cotes de crédit
13	Gestion du capital	32	Risque d'assurance
15	Désignation des dividendes admissibles	32	Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité
16	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	33	Transactions sur dérivés
16	Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	33	Expositions dans certaines régions
17	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	38	États financiers consolidés intermédiaires
18	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	38	État consolidé des résultats
19	Gestion de patrimoine	39	État consolidé du résultat global
20	BMO Marchés des capitaux	40	Bilan consolidé
21	Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	41	État consolidé des variations des capitaux propres
23	Mesures non conformes aux PCGR	42	État consolidé des flux de trésorerie
		43	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		68	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2014, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle et l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats comptables

Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Sommaire de l'état des résultats			
Revenus nets d'intérêts	2 113	2 117	2 248
Revenus autres que d'intérêts	2 009	2 021	1 784
Revenus	4 122	4 138	4 032
Dotations à la provision pour pertes sur créances	99	189	178
Charges autres que d'intérêts	2 684	2 580	2 570
Charge d'impôts sur le résultat	278	295	248
Bénéfice net	1 061	1 074	1 036
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 048	1 061	1 018
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	13	18
Bénéfice net	1 061	1 074	1 036
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)			
Bénéfice par action	1,58	1,60	1,51
Hausse du bénéfice par action (%)	4,6	1,9	(6,8)
Dividendes déclarés par action	0,76	0,74	0,72
Valeur comptable d'une action	45,60	43,22	40,13
Cours de clôture de l'action	68,06	72,62	62,99
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	43,9	46,8	41,1
Rendement de l'action (%)	4,5	4,1	4,6
Mesures et ratios financiers (%)			
Rendement des capitaux propres	14,2	14,8	14,9
Hausse du bénéfice net	2,5	0,1	(5,9)
Hausse des revenus	2,3	0,2	(0,8)
Hausse des charges autres que d'intérêts	4,4	(3,7)	1,7
Ratio d'efficience	65,1	62,3	63,8
Levier d'exploitation	(2,1)	3,9	(2,5)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,62	1,69	1,87
Taux d'impôt effectif	20,8	21,6	19,3
Rendement de l'actif moyen	0,72	0,76	0,73
Ratio dotation à la provision pour pertes sur créances/solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,14	0,27	0,28
Mesures de la valeur (%), sauf indication contraire)			
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	21,4	17,0	7,8
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur trois ans	10,6	11,5	11,8
Rendement total moyen des capitaux propres sur douze mois	12,9	28,8	13,5
Profit économique net (en millions de dollars) 1)	289	324	314
Bilan (en milliards de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	593	537	542
Solde net des prêts et acceptations	290	279	259
Dépôts	398	368	353
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,4	27,8	26,2
Ratio trésorerie et valeurs mobilières/total des actifs (%)	32,3	31,3	30,8
Ratios de capital (%)			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,3	9,9	9,4
Ratio du capital de première catégorie	10,6	11,4	11,1
Ratio du capital total	12,4	13,7	13,4
Bénéfice net par groupe d'exploitation			
PE Canada	484	458	447
PE États-Unis	166	102	179
Services bancaires Particuliers et entreprises	650	560	626
Gestion de patrimoine	175	311	162
BMO Marchés des capitaux	277	217	298
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	(41)	(14)	(50)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 061	1 074	1 036

1) Le profit économique net est une mesure non conforme aux PCGR et est analysé dans la section Mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des résultats ajustés 1)

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Sommaire de l'état des résultats, après ajustement			
Revenus nets d'intérêts	2 113	2 000	2 036
Revenus autres que d'intérêts	2 009	2 010	1 776
Revenus	4 122	4 010	3 812
Dotations à la provision pour pertes sur créances	99	140	96
Charges autres que d'intérêts	2 653	2 485	2 444
Charge d'impôts sur le résultat	287	297	243
Bénéfice net	1 083	1 088	1 029
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 070	1 075	1 011
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	13	18
Bénéfice net	1 083	1 088	1 029
Données relatives aux actions ordinaires, après ajustement			
Bénéfice par action (\$)	1,61	1,62	1,50
Hausse du bénéfice par action (%)	7,3	(1,2)	6,4
Mesures et ratios financiers, après ajustement (%)			
Rendement des capitaux propres	14,5	15,0	14,8
Hausse du bénéfice net	5,4	(2,5)	6,8
Hausse des revenus	8,2	3,5	3,3
Hausse des charges autres que d'intérêts	8,5	2,9	4,0
Ratio d'efficience	64,3	61,9	64,1
Levier d'exploitation	(0,3)	0,6	(0,7)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,62	1,60	1,70
Taux d'impôt effectif	20,9	21,5	19,0
Bénéfice net ajusté par groupe d'exploitation			
PE Canada	486	461	450
PE États-Unis	178	114	192
Services bancaires Particuliers et entreprises	664	575	642
Gestion de patrimoine	183	318	168
BMO Marchés des capitaux	277	217	298
Services d'entreprise, y compris T&O	(41)	(22)	(79)
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 083	1 088	1 029

1) Les résultats et statistiques indiqués ci-dessus sont présentés après ajustement. Il s'agit de montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2014 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidités, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, les modifications de nos cotes de solvabilité, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. L'analyse figurant aux pages 30 et 31 du Rapport annuel pour 2013 de BMO donne plus d'informations sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au niveau de défaut et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des opérations que notre entité de protection du crédit a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seront comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances futur et lié à notre entité de protection du crédit et le risque de perte par la Banque de Montréal, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle dans les portefeuilles, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que la Banque de Montréal a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du présent Rapport de gestion intermédiaire.

Survol et perspectives économiques

Soutenue par de fortes dépenses de consommation, la reprise des marchés de l'habitation et l'augmentation des investissements des entreprises, l'économie canadienne s'est quelque peu renforcée dans la seconde moitié de 2013. Cependant, le recul des exportations et le resserrement des politiques budgétaires ont freiné son expansion. Dans l'année à venir, les exportations canadiennes devraient progresser à la faveur du recul du dollar canadien et du raffermissement de la demande à l'échelle mondiale. L'économie américaine s'améliore également, celle de la zone euro a repris sa croissance et le ralentissement économique de la Chine s'est stabilisé. Au Canada, les dépenses de consommation devraient augmenter légèrement puisque l'endettement des ménages est plus lourd, et la construction résidentielle devrait afficher une faible croissance. Ainsi, on peut s'attendre à une baisse continue du crédit à la consommation et des prêts hypothécaires à l'habitation. Cependant, l'intensification des exportations devrait stimuler l'essor des investissements et des prêts aux entreprises. La croissance économique devrait passer d'environ 1,8 % en 2013 à 2,3 % en 2014, faisant reculer à 6,8 % le taux de chômage d'ici la fin de l'année. Il est à prévoir que le niveau peu élevé de l'inflation incitera la Banque du Canada à maintenir sa politique de stabilisation des taux d'intérêt pour une quatrième année consécutive. Le dollar canadien devrait se replier davantage à court terme, les marchés s'attendant à une éventuelle réduction des taux d'intérêt de la part de la Banque du Canada.

L'économie américaine a réussi à surmonter un climat caractérisé par des politiques budgétaires plus restrictives, un regain des incertitudes sur le plan politique et la hausse des taux hypothécaires puisqu'elle a connu une forte croissance dans la seconde moitié de 2013. De fait, dans le dernier trimestre de 2013, les dépenses de consommation et les exportations ont enregistré l'augmentation la plus importante en trois ans. L'assainissement des finances des ménages, les fortes ventes de véhicules automobiles et la contraction du déficit commercial du secteur de l'énergie devraient stimuler l'économie en 2014. De plus, l'entente intervenue à l'égard du budget fédéral signifie moins de contraintes budgétaires et moins d'incertitudes politiques, ce qui devrait favoriser les investissements de la part des entreprises. La demande pour du crédit aux entreprises et des prêts hypothécaires à l'habitation se renforcera sans doute, et celle pour des prêts à la consommation devrait demeurer ferme. Le taux de croissance économique devrait passer de 1,9 % l'an dernier à 2,8 % en 2014, soit le taux le plus élevé depuis 2005, ramenant ainsi à 6,1 % le taux de chômage d'ici la fin de l'année. Même s'il y a fort à parier que la Réserve fédérale maintiendra sa politique de faibles taux d'intérêt pendant au moins une autre année, elle devrait continuer de réduire ses achats de titres à revenu fixe, ce qui soumettra les taux d'intérêt à plus long terme à une légère pression à la hausse.

Freinée par des mesures de consolidation budgétaire, la croissance économique du Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains dans lesquels BMO mène des activités, a été d'environ 1,6 % en 2013. Cependant, l'essor des exportations et de la production automobile laisse présager un meilleur taux de croissance en 2014, soit 2,5 %.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Autres mesures de la valeur

Pour les périodes de un an, de trois ans et de cinq ans closes le 31 janvier 2014, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 12,9 %, 10,6 % et 21,4 %, respectivement.

Le rendement des capitaux propres (RCP) s'est établi à 14,2 % au premier trimestre de 2014, et le RCP ajusté, à 14,5 %, comparativement à 14,9 % et à 14,8 %, respectivement, au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RCP a été touché par l'accroissement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à un taux plus élevé que celui des revenus, ce qui s'explique en partie par les profits de change enregistrés à l'égard de nos établissements aux États-Unis et comptabilisés dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires par suite de l'appréciation du dollar américain.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du bénéfice net, des revenus, des charges, des recouvrements de pertes sur créances et des impôts sur le résultat en dollars américains de BMO ont progressé en regard du quatrième trimestre de 2013 et du premier trimestre de 2013 en raison de l'appréciation du dollar américain. Le cours de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a augmenté de 9 % sur un an et de 4 % par rapport à la moyenne du quatrième trimestre. BMO peut conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur son bénéfice net. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés de BMO

Tableau 3

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	
	c. T1-2013	c. T4-2013
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,0800	1,0800
Période antérieure	0,9953	1,0421
Incidence sur les résultats comptables		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	57	25
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	46	21
Augmentation des revenus	103	46
Augmentation des charges	(75)	(33)
Augmentation des recouvrements de pertes sur créances	3	1
Augmentation des impôts sur le résultat	(8)	(4)
Augmentation du bénéfice net avant l'incidence des couvertures	23	10
Pertes de couverture	(4)	(4)
Impôts sur le résultat sur cette augmentation	1	1
Augmentation du bénéfice net comptable	20	7
Incidence sur les résultats ajustés		
Augmentation des revenus nets d'intérêts	51	22
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	46	21
Augmentation des revenus	97	43
Augmentation des charges	(72)	(32)
Augmentation des recouvrements de pertes sur créances	6	3
Augmentation des impôts sur le résultat	(8)	(4)
Augmentation du bénéfice net ajusté avant l'incidence des couvertures	23	10
Pertes de couverture	(4)	(4)
Impôts sur le résultat connexe	1	1
Augmentation du bénéfice net ajusté	20	7

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 061 millions de dollars au premier trimestre de 2014, en hausse de 25 millions ou de 2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le BPA s'est amélioré de 0,07 \$ ou de 5 % en regard d'il y a un an, se situant ainsi à 1,58 \$.

Le bénéfice net ajusté a été de 1 083 millions de dollars, pour une progression de 54 millions ou de 5 % sur douze mois. La plus-value du dollar américain a eu pour effet d'accroître le bénéfice net ajusté de 20 millions ou de 2 %. Le BPA ajusté s'est établi à 1,61 \$, ayant augmenté de 0,11 \$ ou de 7 % par rapport au premier trimestre de 2013. Les résultats ajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits en détail dans la section présentée précédemment qui traite du bénéfice net ajusté et dans celle intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Après ajustement, l'essor du bénéfice net a découlé de la saine croissance de PE Canada et de la Gestion de patrimoine. Les résultats de PE Canada témoignent de l'élargissement marqué des volumes de la plupart des produits, ce qui a été atténué par le repli de la marge nette d'intérêts. La Gestion de patrimoine a également inscrit d'excellents résultats pour ce qui est de ses activités traditionnelles de gestion de patrimoine, leur bénéfice net ajusté s'étant amélioré de 17 %, ce qui a été contrebalancé en partie par le repli du bénéfice net des activités d'assurance. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a reculé étant donné que la hausse appréciable des revenus, surtout de ceux provenant des activités américaines, a été plus que contrebalancée par celle des charges, par la diminution des recouvrements de prêts et par la montée du taux d'impôt effectif. Quant au bénéfice net de PE États-Unis, il a fléchi en comparaison de celui, fort élevé, qui avait été inscrit un an plus tôt, lequel avait été soutenu par les revenus élevés provenant des ventes de nouveaux prêts hypothécaires, les commissions sur les prêts aux entreprises et une meilleure marge nette d'intérêts. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés grâce au rendement des portefeuilles de prêts acquis et à la réduction des charges.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est replié de 13 millions de dollars et le BPA, de 0,02 \$. Le bénéfice net ajusté a reculé de 5 millions et le BPA ajusté s'est dégradé de 0,01 \$. La plus-value du dollar américain a eu pour effet d'accroître le bénéfice net ajusté de 7 millions ou de 1 %.

Après ajustement, le bénéfice net a fléchi en regard du quatrième trimestre étant donné que les profits sur titres avaient été plus élevés durant cette période et aussi en raison de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice. La montée du bénéfice net de PE Canada a résulté de l'essor des revenus, ce qui témoigne de l'élargissement des volumes de la plupart des produits. Le bénéfice net ajusté de PE États-Unis s'est renforcé, ce qui est essentiellement imputable à des réductions des dotations à la provision pour pertes sur créances, dotations qui avaient été exceptionnellement élevées au trimestre précédent. Quant au bénéfice net de la Gestion de patrimoine, il a fléchi en raison surtout du profit sur titres de 121 millions après impôts qui avait été constaté au trimestre précédent et de la contraction du bénéfice net des activités d'assurance, laquelle a découlé principalement d'une réduction des avantages auxquels ont donné lieu les changements apportés à notre portefeuille de placements afin d'améliorer la gestion de l'actif et du passif. L'augmentation des revenus générés par toutes ses activités est le principal facteur à l'origine de la progression des résultats de BMO Marchés des capitaux. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont affaiblis du fait de la diminution des recouvrements de pertes sur créances.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui porte sur le bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013

Le total des revenus a augmenté de 90 millions de dollars ou de 2 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et a atteint 4 122 millions. Les revenus ajustés ont augmenté de 310 millions ou de 8 %, pour s'établir à 4 122 millions. Compte non tenu des répercussions de l'appréciation du dollar américain, les revenus ajustés ont monté de 217 millions ou de 6 %. PE Canada a enregistré de bons résultats grâce aux répercussions d'une forte hausse des volumes de la plupart des produits, ce qui a été annulé en partie par les conséquences du repli de la marge nette d'intérêts. Les revenus de la Gestion de patrimoine se sont renforcés sur un an grâce à l'essor des actifs des clients et des volumes des transactions. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, les revenus générés par les activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont été élevés, et ce, grâce à l'élargissement des volumes de prise ferme d'actions, à la hausse des profits sur titres des services aux sociétés et aux activités de banque d'affaires. Le rendement associé aux produits de négociation a été solide, ce qui a découlé principalement de l'amélioration des revenus de négociation et des frais et commissions sur titres. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont faibli puisque ceux fort élevés enregistrés il y a un an tenaient compte d'excellents revenus provenant des ventes de nouveaux prêts hypothécaires, des frais sur les prêts aux entreprises, les clients réagissant aux changements fiscaux prévus aux États-Unis, lesquels avaient moussé l'octroi de prêts aux entreprises, et de l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont augmenté essentiellement en raison de l'inclusion, au trimestre à l'étude, de ceux liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, ce qui a été atténué par le montant plus élevé de compensation sur une bic des groupes.

À 2 113 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts du trimestre écoulé ont été de 135 millions de dollars ou de 6 % inférieurs à ceux du premier trimestre de 2013. Après ajustement, ils se sont accrus de 77 millions ou de 4 % pour s'établir à 2 113 millions, ce qui est imputable aux revenus tirés du portefeuille de prêts productifs acquis et à l'essor des volumes des entités PE, facteur atténué par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts globale comptable de BMO s'est comprimée de 25 points de base sur un an et s'est située à 1,62 %. Après ajustement, elle a rétréci de 8 points de base, pour s'établir à 1,62 %. Au premier trimestre de 2014, l'actif productif moyen s'est accru de 39,8 milliards de dollars ou de 8 % comparativement à un an plus tôt, ce qui tient compte d'une hausse de 15,7 milliards résultant du raffermissement du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une hausse de 225 millions de dollars ou de 13 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, atteignant ainsi 2 009 millions. Après ajustement, ils sont aussi passés à 2 009 millions, pour une hausse de 233 millions ou de 13 %, la majeure partie de celle-ci ayant découlé de l'excellent rendement de BMO Marchés des capitaux et de la Gestion de patrimoine. Les revenus de négociation ont grandement augmenté et, exception faite des commissions de prise ferme et des frais de services de cartes, la plupart des autres types de revenus autres que d'intérêts se sont accrus.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013

Les revenus ont baissé de 16 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les revenus ajustés ont augmenté de 112 millions ou de 3 %. Compte non tenu des répercussions de la plus-value du dollar américain, les revenus ajustés se sont renforcés de 73 millions ou de 2 %. Les revenus de PE Canada ont progressé de 2 %, ce qui témoigne de l'essor des volumes de la plupart des produits. Les revenus

de la Gestion de patrimoine ont fléchi car ceux du trimestre précédent tenaient compte d'un profit sur titres de 191 millions. Les revenus des autres activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont monté de 4 % à la faveur de l'essor des actifs des clients. L'augmentation des commissions de prise ferme d'actions et des profits sur titres des services aux sociétés a favorisé l'amélioration des revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés de BMO Marchés des capitaux. Les revenus générés par les produits de négociation ont nettement augmenté, et ce, grâce à l'amélioration de la conjoncture de marché et à l'intensification des activités menées pour les clients. Exprimés en dollars américains, les revenus de PE États-Unis ont légèrement augmenté en raison surtout de la croissance des prêts et de la stabilité de la marge nette d'intérêts. Quant aux revenus ajustés des Services d'entreprise, ils ont augmenté en raison principalement de l'inclusion, au trimestre à l'étude, de ceux liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, ce qui a été contrebalancé par divers autres éléments qui, individuellement, ont été négligeables.

Les revenus nets d'intérêts ont fléchi de 4 millions de dollars. Après ajustement, ils se sont accrus de 113 millions ou de 6 %, ce qui est imputable aux revenus générés par le portefeuille de prêts productifs acquis et à l'élargissement des volumes des entités PE. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est repliée de 7 points de base par rapport au quatrième trimestre, mais après ajustement, elle s'est élargie de 2 points de base. L'actif productif moyen s'est accru de 19,7 milliards de dollars ou de 4 % comparativement au trimestre précédent, accroissement dont une tranche de 7,0 milliards a résulté du renforcement du dollar américain.

Les revenus autres que d'intérêts ont accusé une baisse de 12 millions de dollars mais après ajustement, ils n'ont pour ainsi dire pas changé. Les hausses enregistrées dans la plupart des catégories ont été plus qu'annulées par les fortes baisses des profits sur titres, des revenus d'assurance et des autres revenus.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (bic)*

Tableau 4

(en points de base)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
PE Canada	261	260	270
PE États-Unis	383	382	412
Services bancaires Particuliers et entreprises	293	290	306
Gestion de patrimoine	273	289	287
BMO Marchés des capitaux	48	54	57
Services d'entreprise, y compris T&O**	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO, après ajustement 1)	162	160	170
Total de la marge nette d'intérêts comptable de BMO	162	169	187
Total de la marge des services de détail au Canada (comptable et après ajustement)***	260	260	268

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

** Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes et leur variabilité influe sur les changements de la marge nette d'intérêts.

*** Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.
n. s. - non significatif

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 99 millions de dollars, soit 79 millions de moins qu'à la même période un an plus tôt, et après ajustement, elle s'est accrue de 3 millions en regard de ce trimestre. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette sur un an.

Les dotations à la provision de PE Canada ont augmenté de 13 millions de dollars pour atteindre 141 millions, ce qui a découlé de la hausse des pertes sur les prêts aux entreprises mais a été contrebalancé en partie par la baisse des dotations inscrites à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers. Les dotations à la provision de la Gestion de patrimoine ont fléchi de 3 millions. En ce qui a trait à BMO Marchés des capitaux, les recouvrements de pertes sur créances ont baissé de 14 millions en raison du recul des montants recouverts et des nouvelles dotations constatées durant le trimestre. Les dotations à la provision de PE États-Unis se sont établies à 19 millions, ayant reculé de 13 millions en raison d'améliorations dans le portefeuille de prêts aux particuliers. Les recouvrements ajustés des Services d'entreprise se sont renforcés de 8 millions et se sont établis à 59 millions. Les recouvrements à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis ont augmenté de 58 millions par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre à l'étude, les résultats ajustés des Services d'entreprise tiennent compte des éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis et incluent une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 34 millions.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 99 millions de dollars, ayant fléchi de 90 millions en regard du trimestre antérieur. Après ajustement, la provision pour pertes sur créances a baissé de 41 millions comparativement au trimestre précédent. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette en regard de cette période.

Les dotations à la provision de PE Canada se sont contractées de 25 millions de dollars grâce à la réduction des prêts sortis du bilan et à la progression des recouvrements. Les dotations à la provision de la Gestion de patrimoine ont été relativement stables d'un trimestre à l'autre. En ce qui concerne BMO Marchés des capitaux, les recouvrements de pertes sur créances ont baissé de 16 millions en raison du recul des montants recouverts et des nouvelles dotations constatées durant le trimestre. Les dotations à la provision de PE États-Unis ont

grandement fléchi, soit de 77 millions, comparativement à celles exceptionnellement élevées du trimestre précédent, et elles ont bénéficié de la hausse des montants recouverts au cours du trimestre à l'étude. Les recouvrements ajustés des Services d'entreprise ont diminué de 47 millions, ce qui est surtout imputable à l'inclusion de dotations à la provision spécifique relativement au portefeuille de prêts productifs acquis. Les recouvrements à l'égard du portefeuille de prêts douteux acquis ont augmenté de 13 millions par rapport au trimestre précédent.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des dotations à la provision pour pertes sur créances sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

Tableau 5

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
PE Canada	141	166	128
PE États-Unis	19	96	32
Services bancaires Particuliers et entreprises	160	262	160
Gestion de patrimoine	(1)	1	2
BMO Marchés des capitaux	(1)	(17)	(15)
Services d'entreprise, y compris T&O 1) 2)	(59)	(106)	(51)
Dotation à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	99	140	96
Prêts productifs acquis 1)	-	49	82
Dotation à la provision pour pertes sur créances	99	189	178

1) Les résultats ajustés des Services d'entreprise du premier trimestre de 2014 tiennent compte d'éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, incluant des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de 34 millions de dollars.

2) Les résultats des Services d'entreprise englobent des recouvrements de prêts douteux acquis de 117 millions de dollars au premier trimestre de 2014 (72 millions après impôts), de 104 millions au quatrième trimestre de 2013 (64 millions après impôts) et de 59 millions au premier trimestre de 2013 (37 millions après impôts).

Le tableau ci-dessus renferme des résultats ajustés et des mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances

Tableau 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Nouvelles dotations à la provision spécifique	358	455	418
Reprises sur les provisions déjà établies	(48)	(64)	(82)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(211)	(202)	(158)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	99	189	178
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,14	0,27	0,28

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 482 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 544 millions au quatrième trimestre de 2013 et à 2 912 millions il y a un an. La plus-value du dollar américain a haussé de 105 millions et de 172 millions, respectivement, le SBPD en regard du trimestre précédent et du premier trimestre de 2013.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre à l'étude ont totalisé 642 millions de dollars, contre 614 millions au quatrième trimestre de 2013 et 630 millions il y a un an.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
SBPD au début de la période	2 544	2 650	2 976
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	642	614	630
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(154)	(164)	(156)
Remboursements, montant net	(446)	(247)	(289)
Montants sortis du bilan	(203)	(269)	(235)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	(2)	(110)	(31)
Fluctuations des cours de change et autres variations	101	70	17
SBPD à la fin de la période	2 482	2 544	2 912
SBPD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,85	0,91	1,12

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Pour de plus amples renseignements sur nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci, voir la section intitulée Gestion des risques.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 114 millions de dollars ou de 4 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, s'établissant ainsi à 2 684 millions. Après ajustement, elles ont augmenté de 209 millions ou de 8 %, pour se situer à 2 653 millions, ce qui a résulté essentiellement de l'augmentation des frais liés au personnel, dont les indemnités de départ, et de la hausse des coûts technologiques et des frais de soutien en lien avec l'évolution du cadre commercial et réglementaire. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts après ajustement ont augmenté de 137 millions ou de 6 %.

En comparaison du quatrième trimestre, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 104 millions de dollars ou de 4 %. Après ajustement, elles se sont accrues de 168 millions ou de 7 %, ce qui a découlé surtout du montant de 66 millions de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et de la hausse des coûts des indemnités de départ. Compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, les charges autres que d'intérêts après ajustement ont augmenté de 136 millions ou de 5 %.

D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation comptable a été de -2,1 % et après ajustement, il s'est situé à -0,3 %. Après un ajustement visant à rendre compte du profit sur titres constaté au trimestre précédent et de la rémunération fondée sur des actions du trimestre à l'étude dont il est fait mention ci-dessus, le levier d'exploitation ajusté a été positif d'un trimestre à l'autre.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 30 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2013, mais a fléchi de 17 millions par rapport au quatrième trimestre de 2013, pour s'établir à 278 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 20,8 % pour le trimestre à l'étude, contre 19,3 % il y a un an et 21,6 % au quatrième trimestre de 2013.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 287 millions de dollars, soit 44 millions de plus qu'il y a un an, mais 10 millions de moins qu'au quatrième trimestre de 2013. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 20,9 % pour le trimestre écoulé, contre 19,0 % au premier trimestre de 2013 et 21,5 % au quatrième trimestre de ce même exercice. La hausse du taux d'impôt ajusté en regard des trois premiers mois de l'exercice 2013 a découlé essentiellement de la diminution des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures. Comparativement au quatrième trimestre de 2013, la diminution du taux d'impôt ajusté est principalement attribuable à la proportion moins élevée du bénéfice généré dans des territoires où les taux d'impôts sont plus hauts. Le taux d'impôt ajusté est établi au moyen du bénéfice net ajusté et non du bénéfice net servant au calcul du bénéfice assujéti à l'impôt.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse du capital réglementaire du premier trimestre de 2014

La situation de BMO en matière de capital demeure excellente, son ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie étant de 9,3 % au 31 janvier 2014.

Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie a diminué de 60 points de base par rapport à celui de 9,9 % au 31 octobre 2013 en raison des réductions d'environ 50 points de base découlant de l'accroissement des actifs pondérés en fonction des risques libellés dans la monnaie d'origine et associés aux activités, de 20 points de base par suite de la nouvelle charge sur le capital au titre du risque inhérent aux ajustements d'évaluation du crédit, de 10 points de base à cause des modifications aux normes comptables IFRS et de 5 points de base en raison de l'incidence nette de la plus-value du dollar américain, déduction faite d'un avantage de 25 points de base auquel a donné lieu la progression des résultats non distribués.

Au 31 janvier 2014, les actifs pondérés en fonction des risques, d'un montant de 240 milliards de dollars, avaient augmenté de 25 milliards par rapport au 31 octobre 2013. Cette augmentation découle principalement de la hausse des actifs pondérés en fonction des risques libellés dans la monnaie d'origine et associés aux activités, qui explique une tranche d'environ 11 milliards, de l'incidence de l'ajustement d'évaluation du crédit qui a été instauré et des modifications aux IFRS, qui explique une tranche d'environ 6 milliards, et de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, qui explique une tranche d'environ 6 milliards.

L'accroissement des actifs pondérés en fonction des risques libellés dans la monnaie d'origine et associés aux activités a résulté de l'augmentation des actifs pondérés en fonction du risque de crédit de tous les groupes et de celle des actifs pondérés en fonction du risque de marché de BMO Marchés des capitaux. Une partie des hausses relevant du risque de marché sont temporaires.

Les actifs pondérés en fonction des risques et visés par un ajustement d'évaluation du crédit ont résulté de la décision du BSIF d'amorcer l'implantation progressive de cette charge au premier trimestre de 2014. Dans le cas de BMO, cette charge relative aux capitaux propres ordinaires de première catégorie dans l'exercice 2014 et au capital de première catégorie et du capital total dans les premier et deuxième trimestres de 2014 représentera 57 % du total de la charge à instaurer. Ce pourcentage augmentera chaque année jusqu'à ce qu'il atteigne 100 % en 2019.

Au 31 janvier 2014, les capitaux propres ordinaires de première catégorie s'établissaient à 22,3 milliards de dollars, ayant augmenté de 1,1 milliard en regard du 31 octobre 2013, ce qui s'explique principalement par l'essor des résultats non distribués et l'incidence nette des fluctuations des cours de change sur les investissements dans les établissements à l'étranger libellés en dollars américains et des couvertures connexes.

Le ratio du capital de première catégorie et celui du capital total de la Banque se situaient respectivement à 10,6 % et à 12,4 % au 31 janvier 2014, contre 11,4 % et 13,7 % au 31 octobre 2013. Ces ratios ont baissé en regard du trimestre précédent principalement à cause des mêmes facteurs que ceux qui ont causé le recul du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie dont il est fait mention ci-dessus et aussi du retrait graduel supplémentaire de 10 % du capital de première et de deuxième catégorie non admissible en janvier 2014.

Le BSIF a récemment annoncé que le ratio des actifs au capital, ratio établi d'après le capital total, sera supprimé en 2015. Le ratio des actifs au capital de BMO était de 17,4 au 31 janvier 2014. Ce ratio a dépassé celui de 15,6 au 31 octobre 2013, ce qui s'explique surtout par la croissance du bilan.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. Les profits ou pertes de change découlant de la conversion, en dollars canadiens, de ces investissements sont pris en compte dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires. Cependant, conjugué à l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques libellés en dollars américains sur ceux en dollars canadiens et aux répercussions des déductions du capital en dollars américains sur son capital en dollars canadiens, cela peut faire varier les ratios de capital de la Banque. BMO peut couvrir le risque de profits ou pertes de change en finançant ses investissements à l'étranger en dollars américains ou peut conclure des contrats dérivés, tels des contrats de change à terme, ou choisir de financer ses investissements en dollars canadiens afin d'annuler l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios de capital.

Des informations sur la gestion globale du capital et sur le risque de liquidité et de financement, dont les exigences réglementaires qui influent sur le capital et la liquidité, sont présentées aux pages 61 à 65 et 92 à 94 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Le 24 janvier 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 25 février 2014, la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B, série 18, à dividende non cumulatif à un prix de rachat de 25,00 \$ chacune plus les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, mais exclusion faite de celle-ci.

Le 28 janvier 2014, nous avons annoncé une entente visant l'acquisition de F&C. En supposant qu'elle soit menée à terme au troisième trimestre, cette acquisition, qui est assujettie à l'approbation des actionnaires de F&C et au respect de toutes les conditions de nature réglementaire et autres, devrait réduire d'environ 75 point de base le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de BMO.

Au cours du trimestre, 468 000 actions ordinaires ont été émises à l'exercice d'options sur actions.

Le 30 janvier 2014, nous avons annoncé avoir reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) et du BSIF, de procéder, par voie de la TSX et à des fins d'annulation, à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires de BMO, offre débutant le 1^{er} février 2014 et se terminant le 31 janvier 2015. Les dates et les montants des rachats effectués en vertu de l'offre seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs telles les conditions du marché et l'adéquation du capital. Nous ne prévoyons pas réaliser des rachats en vertu de cette offre avant la conclusion de la convention d'acquisition de F&C dont

il est fait mention ci-dessus. La Banque consultera régulièrement le BSIF avant de procéder à un rachat en vertu de l'offre. Pendant la période de validité de l'offre précédente, nous avons racheté 10,7 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 62,88 \$ chacune.

Le 25 février 2014, la Banque a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,76 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, ce qui correspond au montant du trimestre précédent, mais 0,02 \$ par action de plus qu'il y a un an. Le dividende reflète notre excellente situation en matière de capital ainsi que le succès de nos stratégies commerciales.

Le dividende doit être versé le 27 mai 2014 aux actionnaires inscrits le 1^{er} mai 2014. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément à son régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions.

Analyse du capital économique

Le capital économique est une mesure de notre évaluation interne des risques sous-jacents aux activités commerciales de BMO. Il représente l'estimation, par la direction, de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances défavorables, et il permet d'évaluer les rendements en tenant compte des risques pris. Le capital économique est calculé pour divers types de risques, soit le risque de crédit, le risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), le risque opérationnel et le risque d'entreprise, et ce, en fonction d'un horizon de un an. Le capital économique est un élément clé de notre gestion du capital en fonction des risques et du cadre d'évaluation interne de l'adéquation du capital.

Capital économique et actifs pondérés en fonction des risques par groupe d'exploitation et type de risque

Au 31 janvier 2014

		BMO			
Groupes d'exploitation :		Services bancaires PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise
Capital économique par type de risque					
Risque de crédit		79 %	28 %	53 %	92 %
Risque de marché		4 %	34 %	23 %	3 %
Risque opérationnel et autres risques		17 %	38 %	24 %	5 %
Actifs pondérés en fonction des risques par type de risque					
(en millions de dollars canadiens)					
Risque de crédit		126 541 \$	8 721 \$	46 163 \$	17 378 \$
Risque de marché		-	249 \$	14 215 \$	30 \$
Risque opérationnel		15 461 \$	4 087 \$	7 231 \$	-

Capital réglementaire admissible et actifs pondérés en fonction des risques
Tableau 8

(en millions de dollars canadiens)	Tout compris 1)	Transitoire 2)	Tout compris 1)	Transitoire 2)
	T1-2014	T1-2014	T4-2013	T4-2013
Montant brut des capitaux propres ordinaires 3)	29 391	29 391	28 144	28 144
Ajustements réglementaires appliqués aux capitaux propres ordinaires	(7 051)	(1 465)	(6 917)	9
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	22 340	27 926	21 227	28 153
Capital de première catégorie supplémentaire admissible 4)	3 457	3 457	3 781	3 781
Ajustements réglementaires appliqués au capital de première catégorie	(415)	(3 256)	(409)	(3 781)
Capital de première catégorie supplémentaire	3 042	201	3 372	-
Capital de première catégorie (capitaux propres ordinaires de première catégorie et capital de première catégorie supplémentaire)	25 382	28 127	24 599	28 153
Capital de deuxième catégorie admissible 5)	4 321	4 321	4 951	4 951
Ajustements réglementaires appliqués au capital de deuxième catégorie	(50)	(12)	(50)	(13)
Capital de deuxième catégorie	4 271	4 309	4 901	4 938
Capital total (capital de première et de deuxième catégorie)	29 653	32 436	29 500	33 091
Total des actifs pondérés en fonction des risques	240 076	246 232	215 094	232 501
Ratios de capital (%)				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,3	11,3	9,9	12,1
Ratio du capital de première catégorie	10,6	11,4	11,4	12,1
Ratio du capital total	12,4	13,2	13,7	14,2

- 1) Le capital réglementaire établi selon une formule de calcul « tout compris » suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1^{er} janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.
- 2) Le capital réglementaire transitoire suppose que les ajustements réglementaires de Bâle III seront appliqués progressivement entre le 1^{er} janvier 2014 et le 1^{er} janvier 2018 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que capital réglementaire selon les règles de Bâle III sera retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2022.
- 3) Le montant brut des capitaux propres ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 4) Le capital de première catégorie supplémentaire admissible comprend les instruments de première catégorie supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) Le capital de deuxième catégorie admissible comprend les instruments de deuxième catégorie admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui seront retirés graduellement aux termes de Bâle III.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires
Tableau 9

Au 19 février 2014	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	645
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 13	350 \$
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16 1)	157 \$
Série 17 1)	143 \$
Série 18 2)	150 \$
Série 21	275 \$
Série 23	400 \$
Série 25	290 \$
Options sur actions	
– droits acquis	8,7
– droits non acquis	6,8

- 1) En août 2013, quelque 5,7 millions d'actions privilégiées, série 16 ont été converties en actions privilégiées, série 17 à raison de une contre une.
- 2) Le 24 janvier 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter nos actions privilégiées, série 18 le 25 février 2014.

La note 20 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 163 du Rapport annuel pour 2013 de BMO, traite en détail du capital social.

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2014.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Les résultats des Services d'entreprise reflètent certains éléments relatifs au portefeuille de prêts acquis, dont la constatation d'une portion de l'ajustement au titre des pertes sur créances qui est inscrit dans les revenus nets d'intérêts sur la durée des prêts acquis ainsi que les dotations à la provision pour pertes sur créances et les recouvrements de pertes sur créances du portefeuille acquis. Certains coûts d'intégration et de restructuration, les activités de crédit structuré en voie de liquidation et les variations de la provision générale sont également pris en compte par les Services d'entreprise.

En date du 1^{er} novembre 2013, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (IASB) et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une bic. Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Selon cette méthode, on procède à un ajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur le résultat déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise. Au premier trimestre de 2014, les ajustements sur une bic ont totalisé 85 millions de dollars, contre 89 millions au quatrième trimestre de 2013 et 64 millions au premier trimestre de 2013.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 800	1 743	1 710
Revenus autres que d'intérêts	550	539	536
Total des revenus (bic)	2 350	2 282	2 246
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160	262	160
Charges autres que d'intérêts	1 314	1 268	1 237
Bénéfice avant impôts sur le résultat	876	752	849
Impôts sur le résultat (bic)	226	192	223
Bénéfice net comptable	650	560	626
Bénéfice net ajusté	664	575	642
Hausse du bénéfice net (%)	3,8	(2,0)	5,5
Hausse des revenus (%)	4,6	2,1	(1,8)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	6,3	2,0	(2,5)
Rendement des capitaux propres (%)	16,4	15,0	18,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,8	15,4	18,7
Levier d'exploitation (%)	(1,7)	0,1	0,7
Levier d'exploitation ajusté (%)	(2,0)	(0,3)	0,4
Ratio d'efficacité (%) (bic)	55,9	55,6	55,1
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	55,1	54,6	54,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,93	2,90	3,06
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	244,0	238,2	221,7

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	1 194	1 166	1 123
Revenus autres que d'intérêts	408	400	380
Total des revenus (bic)	1 602	1 566	1 503
Dotations à la provision pour pertes sur créances	141	166	128
Charges autres que d'intérêts	813	791	780
Bénéfice avant impôts sur le résultat	648	609	595
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	164	151	148
Bénéfice net comptable	484	458	447
Bénéfice net ajusté	486	461	450
Revenus des services aux particuliers	1 057	1 031	995
Revenus des services aux entreprises	545	535	508
Hausse du bénéfice net (%)	8,2	5,1	3,0
Hausse des revenus (%)	6,5	4,2	-
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	4,2	1,7	1,2
Levier d'exploitation (%)	2,3	2,5	(1,2)
Ratio d'efficacité (%) (bic)	50,8	50,5	51,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,61	2,60	2,70
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	181,2	178,2	165,2

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013

Poursuivant sur la lancée amorcée dans la seconde moitié de 2013, le bénéfice net de PE Canada, soit 484 millions de dollars, s'est accru de 37 millions ou de 8 % sur un an. Les revenus se sont renforcés de 99 millions ou de 7 % en regard de la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une forte hausse des volumes de la plupart des produits, ce qui a été atténué par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts, laquelle s'est repliée de 9 points de base pour s'établir à 2,61 %. Le levier d'exploitation a, pour un deuxième trimestre consécutif, dépassé les 2 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 62 millions de dollars ou de 6 % en regard d'il y a un an du fait de la progression des volumes de la plupart des produits, ce qui a été contrebalancé en partie par les répercussions du rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Le total des soldes des prêts aux particuliers (exclusion faite des cartes de crédit) a augmenté de 10 %. Les soldes des dépôts des particuliers se sont accrus de 9 % sur douze mois grâce principalement à l'augmentation des volumes des dépôts à terme.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 37 millions de dollars ou de 7 %, ce qui témoigne de l'accroissement des volumes de la plupart des produits, facteur qui a été annulé en partie par l'incidence de la contraction de la marge nette d'intérêts. La croissance des soldes des prêts aux entreprises et des dépôts de celles-ci est demeurée forte, ces soldes augmentant respectivement de 11 % et de 14 % sur un an.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté de 13 millions de dollars ou de 10 % en raison de la hausse des pertes sur prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par le recul des dotations relativement au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 33 millions ou de 4 % car nous avons continué d'investir dans nos activités. Nous gérons toujours activement nos charges, ce qui signifie notamment simplifier nos processus de base.

Le solde moyen des prêts et acceptations a augmenté de 17,0 milliards de dollars ou de 10 % par rapport à il y a un an, et les dépôts se sont accrus de 12,2 milliards ou de 11 %.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est accru de 26 millions de dollars ou de 6 % en regard du trimestre précédent grâce à des revenus plus élevés et à la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances, ce qui a été atténué par l'augmentation des charges. Les revenus se sont renforcés de 36 millions en regard de ceux du quatrième trimestre de 2013, ce qui témoigne de l'élargissement des volumes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 1 point de base pour s'établir à 2,61 %.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 26 millions de dollars du fait de la progression des volumes de la plupart des produits, les revenus tirés des cartes des particuliers ayant notamment augmenté.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 10 millions de dollars par rapport au trimestre précédent grâce à l'accroissement des volumes de la plupart des produits.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 25 millions de dollars en raison de la baisse des montants sortis du bilan et de l'amélioration des recouvrements. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 22 millions à cause de la hausse des coûts liés aux volumes et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen des prêts et acceptations a augmenté de 3,0 milliards de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent, et les dépôts se sont accrus de 4,5 milliards ou de 4 %.

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	561	554	589
Revenus autres que d'intérêts	132	134	157
Total des revenus (bic)	693	688	746
Dotation à la provision pour pertes sur créances	18	92	33
Charges autres que d'intérêts	464	458	459
Bénéfice avant impôts sur le résultat	211	138	254
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	58	40	74
Bénéfice net comptable	153	98	180
Bénéfice net ajusté	164	109	194
Hausse du bénéfice net (%)	(14,8)	(28,7)	14,1
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	(15,0)	(28,2)	11,1
Hausse des revenus (%)	(7,2)	(7,1)	(3,6)
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	1,1	(2,7)	(6,6)
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,0	(1,7)	(6,1)
Levier d'exploitation (%)	(8,3)	(4,4)	3,0
Levier d'exploitation ajusté (%)	(9,2)	(5,4)	2,5
Ratio d'efficacité (%) (bic)	67,0	66,7	61,5
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	64,6	64,1	58,8
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,83	3,82	4,12
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	58,1	57,5	56,7
(équivalents en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)			
Revenus nets d'intérêts (bic)	606	577	587
Revenus autres que d'intérêts	142	139	156
Total des revenus (bic)	748	716	743
Dotation à la provision pour pertes sur créances	19	96	32
Charges autres que d'intérêts	501	477	457
Bénéfice avant impôts sur le résultat	228	143	254
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	62	41	75
Bénéfice net comptable	166	102	179
Bénéfice net ajusté	178	114	192
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	62,8	59,9	56,5

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013 (en dollars américains)

Le bénéfice net, au montant de 153 millions de dollars, a régressé de 27 millions ou de 15 % en regard de celui, fort élevé, qui avait été dégagé au premier trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté, soit 164 millions, a lui aussi baissé de 15 %.

Les revenus se sont chiffrés à 693 millions de dollars, s'étant affaiblis de 53 millions ou de 7 % comparativement à ceux d'il y a un an, montant reflétant alors les revenus élevés provenant des ventes de nouveaux prêts hypothécaires et des frais sur les prêts aux entreprises, les clients réagissant aux changements fiscaux prévus aux États-Unis, ce qui avait intensifié les activités d'octroi de prêts aux entreprises, ainsi qu'une meilleure marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts s'est contractée de 29 points de base en raison du recul des marges sur les prêts en raison de la concurrence exercée par les taux et du rétrécissement de celles sur les dépôts qu'ont causé de faibles taux d'intérêt.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont situées à 18 millions de dollars, ayant baissé de 15 millions grâce à une amélioration dans le portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 5 millions ou de 1 %, pour se situer à 464 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 448 millions, ayant augmenté de 9 millions ou de 2 % sur un an en raison surtout de l'évolution du cadre réglementaire.

Le solde moyen des prêts et acceptations, à savoir 52,4 milliards de dollars, a augmenté de 1,4 milliard depuis un an. Le portefeuille de prêts aux entreprises et de prêts industriels de base a continué de s'élargir, s'étant accru de 3,0 milliards ou de 14 % sur douze mois, pour atteindre 24,3 milliards. En outre, nos portefeuilles de prêts immobiliers commerciaux et de prêts automobiles indirects ont affiché une croissance sur un an. Comme prévu, des baisses se sont produites dans certains portefeuilles de prêts, dont celui des prêts hypothécaires, en raison des répercussions de notre stratégie qui consiste à vendre sur le marché secondaire la majeure partie des prêts hypothécaires que nous montons. À 58,9 milliards, le solde moyen des dépôts a fléchi de 0,9 milliard en regard de la même période de l'exercice précédent puisque l'essor de notre entité de services bancaires aux entreprises et la croissance des comptes de chèques et d'épargne des particuliers ont été plus qu'annulés par la baisse, d'ailleurs prévue, des comptes du marché monétaire des particuliers et des comptes de dépôt à terme, comptes dont les taux sont plus élevés, ainsi que par le transfert, à la Gestion de patrimoine, de certains soldes des clients au début du trimestre à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013 (en dollars américains)

Le bénéfice net a bondi de 55 millions de dollars ou de 57 % et, après ajustement, il s'est renforcé de 55 millions ou de 50 % par rapport au trimestre précédent, ce qui a découlé surtout des réductions des dotations à la provision pour pertes sur créances, dotations qui avaient été exceptionnellement élevées au dernier trimestre de l'exercice 2013.

Les revenus se sont accrus de 5 millions de dollars ou de 1 % en raison surtout de la hausse des prêts et de la stabilité de la marge nette d'intérêts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué fortement, soit de 74 millions de dollars, en regard des dotations exceptionnellement élevées du trimestre précédent, et elles ont bénéficié de la hausse des recouvrements dans le trimestre à l'étude. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 6 millions ou de 1 %. Après ajustement, elles ont progressé de 8 millions ou de 2 %, environ la moitié de la hausse étant attribuable à l'augmentation de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen des prêts et acceptations a augmenté de 0,4 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui signale une saine croissance pour un cinquième trimestre consécutif. Le solde moyen des dépôts s'est accru de 0,1 milliard par rapport au trimestre précédent.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion de patrimoine

Tableau 13

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	140	145	136
Revenus autres que d'intérêts	727	895	642
Total des revenus (bic)	867	1 040	778
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(1)	1	2
Charges autres que d'intérêts	644	602	571
Bénéfice avant impôts sur le résultat	224	437	205
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	49	126	43
Bénéfice net comptable	175	311	162
Bénéfice net ajusté	183	318	168
Hausse du bénéfice net (%)	7,7	90,0	53,5
Hausse du bénéfice net ajusté (%)	8,3	88,2	51,8
Hausse des revenus (%)	11,4	32,7	11,9
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	12,9	7,4	2,5
Hausse des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	12,7	7,1	2,3
Rendement des capitaux propres (%)	20,8	41,1	23,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	21,7	42,0	23,9
Levier d'exploitation (%)	(1,5)	25,3	9,4
Levier d'exploitation ajusté (%)	(1,3)	25,6	9,6
Ratio d'efficacité (%) (bic)	74,3	57,9	73,3
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	73,1	57,1	72,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,73	2,89	2,87
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	20,4	19,8	18,8

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	178	359	173
Charges autres que d'intérêts	157	147	145
Bénéfice net comptable	17	136	18
Bénéfice net ajusté	22	141	23
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	2,9	2,8	2,6

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013

La Gestion de patrimoine a, une fois encore, constaté de bons résultats trimestriels. Le bénéfice net, au montant de 175 millions de dollars, s'est accru de 13 millions ou de 8 % en regard d'un an plus tôt et après ajustement, il s'est dégagé à 183 millions, s'étant renforcé de 15 millions ou de 8 %. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est établi à 123 millions, pour une hausse de 19 millions ou de 17 % en regard d'il y a un an. Ces excellents résultats reflètent la croissance des actifs des clients et la progression des volumes des transactions. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance s'est chiffré à 60 millions, reculant de 4 millions ou de 7 % sur douze mois. Sa baisse a découlé essentiellement de la diminution des avantages provenant des changements apportés à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif. Les activités liées à l'assurance-crédit et à l'assurance-vie ont continué de prendre de l'expansion.

Les revenus ont augmenté de 89 millions de dollars ou de 11 % en regard d'il y a un an, pour se situer à 867 millions. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 768 millions, s'étant améliorés de 90 millions ou de 13 % au cours des douze derniers mois en raison de la croissance des actifs des clients et de l'élargissement des volumes des transactions. Les revenus tirés des activités d'assurance se sont chiffrés à 99 millions, ce qui signale une baisse de 1 million ou de 1 % attribuable aux facteurs précités. La plus-value du dollar américain a haussé les revenus de 15 millions ou de 2 %.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 644 millions de dollars, pour une hausse de 73 millions ou de 13 % sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont totalisé 634 millions, ayant augmenté de 72 millions ou de 13 % en raison de la hausse de celles liées aux revenus, de la hausse des frais de soutien et du moment de l'engagement des dépenses consacrées aux initiatives. L'appréciation du dollar américain a accru de 13 millions ou de 2 % les charges ajustées.

Ayant atteint 597 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 97 milliards ou de 19 % par rapport à il y a un an grâce à l'appréciation des marchés, à la plus-value du dollar américain et à la croissance des nouveaux actifs des clients.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est comprimé de 136 millions de dollars ou de 44 % et, après ajustement, il a fléchi de 135 millions ou de 43 % par rapport au quatrième trimestre. Le bénéfice net ajusté qu'ont dégagé les activités traditionnelles de gestion de patrimoine a baissé de 126 millions ou de 51 % puisque les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'un profit sur titres après impôts de 121 millions et que ceux du trimestre à l'étude ont compris l'incidence après impôts de 15 millions de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice. Les autres activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont continué d'afficher un bon rendement. Le bénéfice net ajusté des activités d'assurance a fléchi de 9 millions ou de 14 % en raison surtout de la réduction des avantages générés par les changements apportés à notre portefeuille de placements afin de rehausser la gestion de l'actif et du passif. Les activités d'assurance sous-jacentes ont affiché de nouveau une bonne performance.

Les revenus ont diminué de 173 millions de dollars ou de 17 %. Ceux tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont contractés de 163 millions ou de 17 % étant donné qu'un profit sur titres de 191 millions avait été constaté au trimestre précédent. Les revenus tirés des autres activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 28 millions ou de 4 % à la faveur de l'essor des actifs des clients. Les revenus des activités d'assurance ont accusé une baisse de 10 millions ou de 9 % à cause des facteurs précités. La plus-value du dollar américain a haussé les revenus de 7 millions ou de 1 %.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 42 millions de dollars ou de 7 %. Après ajustement, elles ont aussi augmenté de 7 %. La moitié de leur hausse a découlé de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite. Les charges liées aux revenus ont elles aussi augmenté. L'appréciation du dollar américain a accru les charges ajustées de 6 millions ou de 1 %.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 45 milliards de dollars ou de 8 % grâce essentiellement à l'appréciation du dollar américain et à celle des marchés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite de la Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

Tableau 14

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Revenus nets d'intérêts (bic)	261	279	289
Revenus autres que d'intérêts	713	518	606
Total des revenus (bic)	974	797	895
Recouvrement de pertes sur créances	(1)	(17)	(15)
Charges autres que d'intérêts	609	526	524
Bénéfice avant impôts sur le résultat	366	288	386
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	89	71	88
Bénéfice net comptable	277	217	298
Bénéfice net ajusté	277	217	298
Revenus des produits de négociation	590	482	536
Revenus des activités de banque d'affaires et services aux sociétés	384	315	359
Hausse du bénéfice net (%)	(7,2)	(29,3)	38,9
Hausse des revenus (%)	8,8	(10,9)	16,5
Hausse des charges autres que d'intérêts (%)	16,3	(0,4)	6,6
Rendement des capitaux propres (%)	18,8	15,0	20,5
Levier d'exploitation (%)	(7,5)	(10,5)	9,9
Ratio d'efficience (%) (bic)	62,5	66,1	58,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,48	0,54	0,57
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	217,0	204,9	201,1

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Total des revenus (bic)	348	278	287
Charges autres que d'intérêts	229	210	209
Bénéfice net comptable	88	60	84
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	75,6	75,7	74,0

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013

Le bénéfice net du trimestre s'est chiffré à 277 millions de dollars, en baisse de 21 millions ou de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, étant donné que la hausse appréciable des revenus, surtout de ceux provenant des activités américaines, a été plus que contrebalancée par celle des charges, par la diminution des recouvrements de prêts et par la montée du taux d'impôt effectif.

Les revenus se sont accrus de 79 millions de dollars ou de 9 % sur douze mois, ce qui a résulté des revenus élevés qu'ont enregistrés toutes les activités et plus particulièrement le secteur américain. Les activités de banque d'affaires et services aux sociétés ont affiché un bon rendement grâce à l'essor des volumes de prise ferme d'actions, de la hausse des profits sur titres des services aux sociétés et des activités de banque d'affaires. Les activités associées aux produits de négociation ont été soutenues par la hausse des revenus de négociation, ce qui a résulté de l'intensification des opérations de négociation de produits de taux d'intérêt et de change, ainsi que par l'augmentation des commissions et frais sur titres. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 29 millions ou de 3 % sur un an.

Les recouvrements de pertes sur créances ont fléchi de 14 millions de dollars au cours du trimestre à cause du repli des montants recouverts et des nouvelles dotations qui ont été constatées au cours de ce trimestre. Les charges ont augmenté de 85 millions ou de 16 % à cause de la hausse des frais liés au personnel, dont les indemnités de départ, et des frais de soutien, facteurs imputables à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. L'appréciation du dollar américain a accru les charges de 19 millions ou de 4 % en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 60 millions de dollars ou de 27 % par rapport au trimestre précédent, ce qui est essentiellement imputable à la progression des revenus de l'ensemble des activités. Les revenus se sont accrus de 177 millions ou de 22 %. La hausse des commissions de prise ferme d'actions et des profits sur titres des services aux sociétés ont stimulé le rendement des activités de banque d'affaires et services aux sociétés. Les revenus générés par les produits de négociation, surtout ceux découlant de la négociation de produits de taux d'intérêt et d'actions, ont augmenté, ce qui témoigne de l'amélioration des conditions de marché et de l'intensification des activités menées pour les clients. L'appréciation du dollar américain a renforcé les revenus de 13 millions ou de 2 % par rapport au trimestre précédent.

Les recouvrements de pertes sur créances ont fléchi de 16 millions de dollars, ce qui est imputable à leur repli et aux nouvelles dotations qui ont été constatées au cours du trimestre. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 83 millions ou de 16 % à cause principalement de la hausse des frais liés au personnel, dont les indemnités de départ et la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice, et de l'accroissement des frais de soutien, ce qui est imputable à l'évolution du cadre commercial et réglementaire. L'appréciation du dollar américain a accru les charges de 9 millions ou de 2 % en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

Tableau 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T1-2013
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(3)	39	177
Compensation sur une bic des groupes	(85)	(89)	(64)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(88)	(50)	113
Revenus autres que d'intérêts	19	69	-
Total des revenus (bic)	(69)	19	113
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(59)	(57)	31
Charges autres que d'intérêts	117	184	238
Perte avant impôts sur le résultat	(127)	(108)	(156)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(86)	(94)	(106)
Perte nette comptable	(41)	(14)	(50)
Résultats ajustés			
Total des revenus ajustés (bic)	(69)	(109)	(107)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(59)	(106)	(51)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	117	120	143
Perte nette après ajustement	(41)	(22)	(79)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances des Services d'entreprise			
Prêts immobiliers douteux	14	(14)	(5)
Intérêts sur les prêts douteux	10	12	13
Prêts douteux acquis	(117)	(104)	(59)
Prêts productifs acquis	34	-	-
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(59)	(106)	(51)
Prêts productifs acquis	-	49	82
Dotation comptable à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(59)	(57)	31
Solde moyen des prêts et acceptations	563	669	1 189
Prêts et acceptations à la fin de la période	559	526	1 054
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)			
Total des revenus (bic)	(23)	28	126
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(48)	(95)	24
Charges autres que d'intérêts	13	110	139
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(5)	(7)	(30)
Bénéfice net (perte) comptable	17	20	(7)
Total des revenus ajustés (bic)	(23)	(66)	(86)
Recouvrement de pertes sur créances, après ajustement	(57)	(102)	(55)
Charges autres que d'intérêts, après ajustement	13	52	47
Bénéfice net (perte), après ajustement	22	2	(32)

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués d'unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations. Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'impartition.

Les coûts des unités fonctionnelles et des services de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes relativement peu élevées sont prises en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats opérationnels ajustés des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les résultats attribuables à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers, les répercussions de la comptabilisation des prêts acquis et les activités de crédit structuré en voie de liquidation. Les résultats comptables des Services d'entreprise en 2013 et dans les exercices antérieurs tiennent compte d'un certain nombre d'éléments et d'activités qui sont ignorés dans les résultats ajustés de BMO afin de faciliter l'évaluation de son rendement. Ces éléments d'ajustement ne reflètent pas les résultats opérationnels de base et sont décrits dans la section Mesures non conformes aux PCGR.

Analyse des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du premier trimestre de 2013

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 41 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 50 millions pour la même période de l'exercice précédent. La perte nette ajustée a été de 41 millions, contre 79 millions il y a un an. Les revenus ajustés ont augmenté en raison essentiellement de l'inclusion, au trimestre à l'étude, des revenus de 79 millions liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, ce qui a été atténué par le fait que le montant de compensation sur une bic des groupes a dépassé de 21 millions celui inscrit un an plus tôt. Les charges ajustées ont baissé en raison surtout de la réduction des frais de soutien constatés dans les Services d'entreprise et de la diminution des charges associées au portefeuille d'actifs douteux garantis par des biens immobiliers. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances, soit 59 millions, a augmenté de 8 millions grâce surtout à une hausse, sur un an, de 58 millions des recouvrements liés au portefeuille de prêts douteux acquis, ce qui a été atténué par une dotation à la provision spécifique de 34 millions relativement au portefeuille de prêts productifs acquis.

Comparaison du premier trimestre de 2014 et du quatrième trimestre de 2013

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 41 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, comparativement à 14 millions au quatrième trimestre de 2013. La perte nette ajustée a été de 41 millions, contre 22 millions au trimestre précédent. Les revenus ajustés ont augmenté surtout en raison de l'inclusion, au trimestre à l'étude, de 79 millions de revenus liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis. Ce facteur a été atténué par divers autres éléments qui, individuellement, ont été négligeables. Les charges ajustées ont légèrement baissé. Le montant ajusté des recouvrements de pertes sur créances a diminué essentiellement en raison des dotations de 34 millions à la provision spécifique eu égard au portefeuille de prêts productifs acquis.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans ce Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 16 ci-dessous. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu des éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc aucun sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Le profit économique net correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, avant déduction de l'incidence après impôts de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, moins une charge au titre du capital, et est considéré comme une mesure raisonnable de la valeur économique ajoutée.

Depuis le premier trimestre de 2014, les éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis, les coûts d'intégration des acquisitions et les activités de crédit structuré en voie de liquidation ne sont plus considérés comme des éléments d'ajustement.

Mesures non conformes aux PCGR		Tableau 16		
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)				
	T1-2014	T4-2013	T1-2013	
Résultats comptables				
Revenus	4 122	4 138	4 032	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(99)	(189)	(178)	
Charges autres que d'intérêts	(2 684)	(2 580)	(2 570)	
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 339	1 369	1 284	
Charge d'impôts sur le résultat	(278)	(295)	(248)	
Bénéfice net	1 061	1 074	1 036	
BPA (\$)	1,58	1,60	1,51	
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)				
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis (voir * ci-dessous)	-	49	128	
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	-	(60)	(92)	
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(31)	(31)	(31)	
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	-	-	-	
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)	-	26	7	
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(31)	(16)	12	
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)				
Éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis (voir * ci-dessous)	-	30	79	
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	-	(37)	(57)	
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(22)	(22)	(22)	
Diminution (augmentation) de la provision générale pour pertes sur créances	-	(5)	-	
Activités de crédit structuré en voie de liquidation 4)	-	20	7	
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(22)	(14)	7	
Incidence sur le BPA (\$)	(0,03)	(0,02)	0,01	
Résultats ajustés				
Revenus	4 122	4 010	3 812	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(99)	(140)	(96)	
Charges autres que d'intérêts	(2 653)	(2 485)	(2 444)	
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 370	1 385	1 272	
Charge d'impôts sur le résultat	(287)	(297)	(243)	
Bénéfice net ajusté	1 083	1 088	1 029	
BPA (\$)	1,61	1,62	1,50	
* Les éléments liés au crédit relativement au portefeuille de prêts productifs acquis sont constitués des montants suivants :				
Revenus	-	98	210	
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	(49)	(82)	
Augmentation du bénéfice avant impôts	-	49	128	
Charge d'impôts sur le résultat	-	(19)	(49)	
Augmentation du bénéfice net comptable après impôts	-	30	79	

1) Les éléments d'ajustement sont imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui, lui, est ventilé aux groupes d'exploitation.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

3) Ces charges ont été désignées comme des éléments d'ajustement puisque l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions peut ne pas avoir été considéré comme une charge pertinente au moment de la décision d'achat. Elles ont été imputées aux charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation comme suit :

- Au premier trimestre de 2014 : PE Canada, 3 millions de dollars (2 millions après impôts); PE États-Unis, 18 millions (12 millions après impôts); et Gestion de patrimoine, 10 millions (8 millions après impôts).
- Au quatrième trimestre de 2013 : PE Canada, 3 millions de dollars avant et après impôts; PE États-Unis, 19 millions (12 millions après impôts); et Gestion de patrimoine, 9 millions (7 millions après impôts).
- Au premier trimestre de 2013 : PE Canada, 3 millions de dollars avant et après impôts; PE États-Unis, 19 millions (13 millions après impôts); et Gestion de patrimoine, 9 millions (6 millions après impôts).

4) Se composent essentiellement des changements d'évaluation associés à ces activités, qui sont pour la plupart prises en compte dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice 1)

Tableau 17

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2014	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	T3-2012	T2-2012
Total des revenus	4 122	4 138	4 000	3 893	4 032	4 129	3 827	3 908
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances (voir ci-dessous)	99	189	56	174	178	216	229	195
Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	-	20	(30)	-	(24)	8	-
Charges autres que d'intérêts	2 684	2 580	2 526	2 550	2 570	2 679	2 457	2 473
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 061	1 074	1 123	962	1 036	1 073	962	1 020
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 083	1 088	1 122	984	1 029	1 116	1 005	974
Bénéfice de base par action (\$)	1,58	1,60	1,67	1,41	1,51	1,57	1,41	1,51
Bénéfice dilué par action (\$)	1,58	1,60	1,66	1,40	1,51	1,57	1,41	1,50
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	1,61	1,62	1,66	1,44	1,50	1,64	1,47	1,43
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,62	1,69	1,78	1,82	1,87	1,86	1,90	1,92
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen, après ajustement (%)	1,62	1,60	1,65	1,67	1,70	1,70	1,72	1,78
Taux d'impôt effectif (%)	20,8	21,6	19,7	19,8	19,3	14,7	15,1	17,8
Taux d'impôt effectif, après ajustement (%)	20,9	21,5	19,2	19,0	19,0	17,1	16,0	18,5
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,08	1,04	1,04	1,02	1,00	0,99	1,02	0,99
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances								
PE Canada	141	166	125	153	128	146	146	166
PE États-Unis	19	96	40	55	32	75	76	60
Services bancaires Particuliers et entreprises	160	262	165	208	160	221	222	226
Gestion de patrimoine	(1)	1	(1)	1	2	11	5	1
BMO Marchés des capitaux	(1)	(17)	2	(6)	(15)	(4)	-	19
Services d'entreprise, y compris T&O	(59)	(57)	(110)	(29)	31	(12)	2	(51)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de BMO Groupe financier	99	189	56	174	178	216	229	195
Bénéfice net comptable								
PE Canada	484	458	486	421	447	436	452	426
PE États-Unis	166	102	149	151	179	135	136	141
Services bancaires Particuliers et entreprises	650	560	635	572	626	571	588	567
Gestion de patrimoine	175	311	217	140	162	164	110	147
BMO Marchés des capitaux	277	217	268	261	298	307	240	223
Services d'entreprise, y compris T&O	(41)	(14)	3	(11)	(50)	31	24	83
Bénéfice net de BMO Groupe financier	1 061	1 074	1 123	962	1 036	1 073	962	1 020
Bénéfice net ajusté								
PE Canada	486	461	489	422	450	438	455	429
PE États-Unis	178	114	161	164	192	151	152	156
Services bancaires Particuliers et entreprises	664	575	650	586	642	589	607	585
Gestion de patrimoine	183	318	224	147	168	169	116	152
BMO Marchés des capitaux	277	217	269	262	298	308	240	223
Services d'entreprise, y compris T&O	(41)	(22)	(21)	(11)	(79)	50	42	14
Bénéfice net ajusté de BMO Groupe financier	1 083	1 088	1 122	984	1 029	1 116	1 005	974

1) Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 102 et 103 de son Rapport annuel pour 2013. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau 17 présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de 2012 et le premier trimestre de 2014, inclusivement. Ce tableau reflète les changements aux IFRS dont il est fait mention à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et unités soient transférés d'un groupe d'exploitation client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Dans les deux derniers exercices, nous avons maintenu le cap sur l'atteinte de nos priorités stratégiques. La conjoncture économique a, en général, été stable et s'est même améliorée.

Au cours des plus récents trimestres, PE Canada a inscrit de bons résultats, son bénéfice net ayant augmenté grâce à des revenus plus élevés, et le levier d'exploitation a été positif au cours des deux derniers trimestres. L'amélioration des revenus est le fait de la plus grande stabilité des marges et d'une croissance, à la fois forte et continue, du bilan.

Stimulés par la croissance des actifs des clients, la meilleure tenue des marchés et l'attention soutenue qui est accordée à la productivité, les récents résultats trimestriels des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont été excellents et se sont améliorés de manière plutôt constante. Les résultats du quatrième trimestre de 2013 tenaient compte d'un important profit sur titres. Quant aux résultats trimestriels des activités d'assurance, ils ont fluctué, ce qui a résulté essentiellement des variations des taux d'intérêt à long terme et des changements apportés au portefeuille de placements.

Après une amélioration des résultats opérationnels amorcée en 2012, les résultats de BMO Marchés des capitaux sont demeurés solides tout au long de 2013 et ont été favorisés par l'amélioration de la conjoncture de marché. Ce facteur a permis d'enregistrer un excellent rendement pendant trois trimestres, la hausse des revenus contribuant à un bénéfice net fort élevé. Les résultats du quatrième trimestre de 2013 ont été affaiblis par l'incertitude régnant sur les marchés américains et canadiens, ce qui s'est soldé par une baisse des revenus et du bénéfice net. Affichant une remontée en regard du quatrième trimestre, le bénéfice net du trimestre à l'étude a été plus élevé, ce qui est imputable à l'intensification des activités menées pour les clients et à de meilleures conditions de marché, et ce, tant dans le cas des activités de banque d'affaires et services aux sociétés que des produits de négociation.

Les résultats de PE États-Unis ont été excellents au premier trimestre de 2013 et relativement stables dans les deux trimestres suivants, la croissance des prêts aux entreprises et prêts industriels de base ayant été importante et les charges ayant baissé en regard de l'exercice précédent, ce qui a compensé le recul des marges et des soldes de certains portefeuilles. Des dotations à la provision pour pertes sur créances exceptionnellement élevées ont nui aux résultats du quatrième trimestre de 2013. Les résultats se sont améliorés au premier trimestre de 2014, et ce, en raison surtout des réductions des dotations à la provision pour pertes sur créances. La marge nette d'intérêts s'est comprimée par rapport à 2012 en raison principalement du recul des marges sur les prêts par suite de la concurrence exercée par les taux et de la contraction des marges sur les dépôts qu'a causée la faiblesse des taux d'intérêt.

Le bénéfice net trimestriel des Services d'entreprise peut varier, et ce, en grande partie à cause de la prise en compte d'éléments d'ajustement, ces éléments étant pour la plupart constatés par ce groupe, et des recouvrements de pertes sur créances du portefeuille de prêts douteux acquis. La baisse des recouvrements au premier trimestre de 2013 ainsi que le recul des revenus et la hausse des charges ont affaibli les résultats des Services d'entreprise pour ce trimestre. Ces recouvrements ont augmenté dans les trois derniers trimestres de 2013 ainsi que dans le premier de 2014, ce qui a accru le bénéfice net.

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a, par rapport à 2012, affiché des tendances à la baisse dans les plus récents trimestres, si ce n'est dans le quatrième trimestre de 2013 où elle a augmenté.

En 2012 et en 2013, les cours de change ont peu fluctué. Le dollar américain s'est grandement renforcé au premier trimestre de 2014. Un dollar américain plus fort accroît les valeurs converties des revenus, des charges, des dotations à la provision pour pertes sur créances, des impôts sur le résultat et du bénéfice net libellés en dollars américains.

Le taux d'impôt effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Mise en garde

La présente section portant sur les tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui présente un sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Bilan

Au 31 janvier 2014, le total des actifs atteignait 592,7 milliards de dollars, ayant augmenté de 55,6 milliards depuis le 31 octobre 2013, ce qui inclut une hausse de 15,3 milliards résultant du renforcement du dollar américain. La progression du total des actifs reflète essentiellement l'augmentation de 15,1 milliards des valeurs mobilières, de 13,8 milliards des titres pris en pension ou empruntés, de 10,5 milliards du solde net des prêts et acceptations, de 7,2 milliards des actifs financiers dérivés et de 8,1 milliards de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques. Tous les autres actifs se sont accrus d'un total de 0,9 milliard.

L'essor de 15,1 milliards de dollars des valeurs mobilières a résulté essentiellement d'une hausse des titres de négociation, ce qui reflète l'intensification des activités menées pour les clients.

L'accroissement de 13,8 milliards de dollars des titres pris en pension ou empruntés est principalement imputable aux activités plus nombreuses menées pour les clients et est proportionnel à la hausse des titres prêtés ou mis en pension.

La croissance de 10,5 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations reflète un montant de 5,7 milliards attribuable à la plus-value du dollar américain. Le reste de la hausse du solde net des prêts et acceptations provient principalement des prêts aux entreprises et aux administrations publiques des unités de PE et de BMO Marchés des capitaux.

La montée de 7,2 milliards de dollars des actifs financiers dérivés et celle de 4,9 milliards des passifs financiers dérivés proviennent surtout de l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

L'augmentation de 8,1 milliards de dollars de la trésorerie, des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté surtout de l'élargissement des soldes auprès de banques centrales.

Les passifs et les capitaux propres se sont accrus de 55,6 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2013, montant dont une tranche de 15,3 milliards a découlé de la plus-value du dollar américain. La variation de ces éléments reflète essentiellement la progression de 30,0 milliards des dépôts, de 15,9 milliards des titres mis en pension ou prêtés, de 4,9 milliards des passifs financiers dérivés, de 4,2 milliards des titres vendus à découvert et de 1,5 milliard des capitaux propres. Le reste des passifs et des capitaux propres s'est replié de 0,9 milliard au total.

L'accroissement de 30,0 milliards de dollars des dépôts tient compte d'une augmentation de 12,9 milliards découlant de l'appréciation du dollar américain. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont progressé de 18,0 milliards, la moitié

de ce montant étant attribuable à l'appréciation du dollar américain et le reste, à l'augmentation des émissions réalisées à des fins de financement de gros. Les dépôts par des banques et ceux des particuliers ont progressé de 6,3 millions et de 5,7 milliards, respectivement, montants dont la moitié reflète les hausses enregistrées par PE Canada et par la Gestion de patrimoine et l'autre, l'incidence de l'appréciation du dollar américain.

La note 17 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé, à nos coentreprises et à des entreprises associées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative depuis le 31 octobre 2013 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 177 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties, arrangements décrits aux pages 65, 66 et 70 de son Rapport annuel de 2013 ainsi qu'aux notes 5 et 7 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est certaines entités de titrisation des clients canadiennes et certaines entités à financement structuré. La section Instruments financiers désignés donne plus de précisions sur les changements importants dans ces arrangements survenus au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

En date du 1^{er} novembre 2013, nous avons adopté plusieurs prises de position en comptabilité, certaines nouvelles et d'autres modifiées, qu'a publiées l'IASB et qui sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'IASB et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. La note 1 afférente aux états financiers consolidés audités figurant aux pages 132 et 133 du Rapport annuel pour 2013 de BMO renferme des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications aux normes existantes que la Banque devra adopter à l'avenir.

Évolution de la réglementation

Au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, les organismes de réglementation sont très actifs, et ce, sur plusieurs fronts, dont la protection des consommateurs, les activités des marchés financiers, la lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que la supervision et le resserrement de la gestion des risques. Les réformes réglementaires qu'ils mettent de l'avant peuvent influencer sur nos activités lorsqu'elles se traduisent par des coûts financiers, tels ceux associés aux exigences plus strictes concernant le capital et la liquidité, et par des coûts de conformité en lien avec notre infrastructure. La violation des lois et règlements pourrait se solder par des sanctions et des amendes qui pourraient réduire notre latitude en matière de stratégie, entacher notre réputation ou affaiblir notre bénéfice.

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, dont celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport de gestion, ainsi que les faits nouveaux concernant le cadre réglementaire aux États-Unis qui sont décrits ci-dessous, et de nous y préparer. Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation aux États-Unis, il y a lieu de se reporter à la section qui porte ce titre et qui est présentée à la page 69 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

En tant que société de portefeuille bancaire détenant un total d'actifs consolidés d'au moins 50 milliards de dollars américains, notre filiale américaine, BMO Financial Corp. (BFC), est assujettie aux règles et processus d'examen du plan de capital pour l'exercice 2014, aux termes desquels elle a participé à un exercice annuel de simulation de crise et de plan de capital mené par le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (CRF). BFC doit démontrer sa capacité à maintenir un ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie ¹⁾ de 5 % ou plus et de respecter, voire dépasser, les ratios de capital minimums exigés, après avoir mis de l'avant les mesures touchant le capital envisagées selon un scénario défavorable élaboré à l'interne et un scénario extrêmement défavorable prescrit par l'organisme de supervision. Conformément à ces exigences, BFC a, en janvier 2014, soumis au CRF un plan de capital sur deux ans. En mars 2014, le CRF devrait faire connaître sa décision concernant les mesures visant le capital qui sont décrites dans le plan de capital de 2014 de BFC. BMO Harris Bank N.A. (BHB) a dû se soumettre à des exigences semblables en matière de planification du capital que lui a imposées l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC).

Le CRF a parachevé l'établissement d'un règlement qui met en vigueur les normes prudentielles plus strictes de la loi *Dodd-Frank* et les exigences quant à l'application anticipée de mesures correctives aux activités aux États-Unis de banques non américaines, telle BMO. Ce règlement établit de nouvelles exigences concernant le capital pondéré en fonction des risques, des limites de levier financier, des normes quant à la liquidité, un cadre de gestion des risques, des limites quant au risque de crédit et à sa concentration, la planification des correctifs et la présentation de l'exposition au risque de crédit.

L'OCC a publié, afin de recueillir des commentaires, un projet de lignes directrices concernant l'élaboration et l'instauration d'un cadre de gouvernance des risques destiné aux grandes banques nationales ainsi que la supervision de ce processus par leur conseil d'administration. Dans leur forme proposée, ces lignes directrices s'appliqueraient à notre principale filiale bancaire américaine, BHB, et définissent les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques revenant aux unités de première ligne, au personnel chargé de la gestion des risques, aux auditeurs internes, aux conseils d'administration et aux chefs de la direction des banques.

La version finale de la règle Volcker, en vertu de laquelle il est interdit aux institutions bancaires et à leurs sociétés affiliées d'effectuer certaines opérations pour leur propre compte et d'avoir certains liens avec des fonds de couverture et des fonds de capital-investissement, a été parachevée en décembre 2013. Les organismes de réglementation bancaire fédéraux américains, la Securities and Exchange Commission et la Commodity Futures Trading Commission ont confirmé que les institutions bancaires auront jusqu'en juillet 2015 pour s'assurer que leurs activités et leurs placements respectent cette règle ou disposeront de plus de temps si cette période est prolongée. Les institutions bancaires devront, d'ici là, entreprendre des mesures de planification témoignant de leur bonne foi ainsi que des travaux aux fins du respect de ces exigences.

Le Consumer Financial Protection Bureau, organisme qui veille à l'application de certaines lois fédérales sur le crédit à la consommation aux États-Unis, a fait savoir qu'il surveillera de près la conformité aux lois, dont celles portant sur l'équité en matière de prêts, des entités qui octroient indirectement des prêts automobiles.

1) Le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'entend des capitaux propres ordinaires de première catégorie sur le total des actifs pondérés en fonction des risques selon les règles de Bâle I appliquées aux États-Unis.

Mise en garde

La présente section qui traite de l'évolution de la réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Instruments financiers désignés

Les pages 65 et 66 du Rapport annuel pour 2013 de BMO renferment de l'information supplémentaire sur des instruments financiers désignés qui, à compter de 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés en sont venus à considérer comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée dans notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés, s'il en est, survenu depuis la fin de l'exercice. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2013, si ce n'est de l'expiration prévue, le 30 décembre 2013, des 1,05 milliard de dollars de billets d'Apex, série 2013.

Gestion des risques

Nos méthodes de gestion des risques et les principales mesures de ceux-ci n'ont pas changé de manière significative en regard de celles décrites aux pages 77 à 99 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

Risque de marché

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Ce qui suit indique des éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché et présente les soldes qui résultent principalement de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Tableau 18

(en millions de dollars canadiens)	Mesure du risque de marché								Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Au 31 janvier 2014				Au 31 octobre 2013				
	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché			Non exposés au risque de marché	
Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)	Bilan consolidé		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			
Actifs									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 112	-	-	34 112	26 089	-	-	26 089	
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 586	687	5 899	-	6 518	1 511	5 007	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation 3) 4)	85 957	80 288	5 669	-	75 159	69 393	5 766	-	Taux d'intérêt
Titres disponibles à la vente	55 736	30 007	25 729	-	53 710	27 817	25 893	-	Taux d'intérêt
Titres détenus jusqu'à leur échéance	8 254	-	8 254	-	6 032	-	6 032	-	Taux d'intérêt
Titres divers	994	-	994	-	899	-	899	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	53 579	53 579	-	-	39 799	39 799	-	-	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	289 750	-	289 750	-	279 294	-	279 294	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	37 502	36 495	1 007	-	30 259	29 484	775	-	Taux d'intérêt, change
Actifs divers 4)	20 192	1 253	7 093	11 846	19 285	828	6 864	11 593	Taux d'intérêt
Total des actifs	592 662	202 309	344 395	45 958	537 044	168 832	330 530	37 682	
Passifs									
Dépôts	398 393	6 780	391 613	-	368 369	5 928	362 441	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	36 843	35 617	1 226	-	31 974	31 184	790	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	9 207	-	9 207	-	8 472	-	8 472	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	26 646	26 646	-	-	22 446	22 446	-	-	Taux d'intérêt
Titres mis en pension ou prêtés	44 789	44 789	-	-	28 884	28 884	-	-	Taux d'intérêt
Passifs divers 4)	40 086	1 635	37 950	501	41 724	2 176	39 003	545	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	3 983	-	3 983	-	3 996	-	3 996	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	559 947	115 467	443 979	501	505 865	90 618	414 702	545	

1) Tient compte des éléments du bilan de BMO assujettis au cadre de gestion du risque lié à la négociation et aux prises fermes.

2) Tient compte des éléments du bilan assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

3) Comprend des titres désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

4) Tient compte des soldes liés à nos activités d'assurance.

Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a augmenté durant le trimestre en grande partie à cause des activités menées pour les clients relativement à nos portefeuilles d'actions ainsi que de la hausse des niveaux des expositions aux taux d'intérêt. L'amélioration de l'avantage inhérent à la diversification globale a eu un effet compensatoire. La VaR liée aux titres disponibles à la vente s'est accrue en raison surtout des titres supplémentaires détenus dans les portefeuilles de titres à revenu fixe. Le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a augmenté, ce qui est essentiellement imputable à l'accroissement des expositions aux actions, ce qui reflète globalement les variations de la VaR liées aux activités de négociation au cours du trimestre.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché lié aux activités autres que de négociation durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur économique en cas de hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. Le risque structurel de volatilité du résultat en cas de baisse des taux d'intérêt reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel, se voient attribuer des taux moins élevés. La sensibilité de la valeur économique et du résultat aux fluctuations des taux d'intérêt n'a pour ainsi dire pas changé au cours du trimestre.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 87 à 91 de son Rapport annuel de 2013.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation (en millions de dollars)* **
Tableau 19

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014				Au 31 octobre 2013
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,3)	(0,4)
VaR liée aux actions	(8,5)	(8,4)	(10,6)	(5,0)	(6,1)
VaR liée au change	(2,1)	(1,9)	(3,2)	(0,5)	(0,5)
VaR liée aux taux d'intérêt	(5,7)	(5,9)	(8,3)	(4,1)	(4,6)
VaR liée au crédit	(5,6)	(5,4)	(6,2)	(4,6)	(5,0)
Diversification	10,8	10,5	n. s.	n. s.	7,5
Total de la VaR – Négociation	(11,6)	(11,6)	(13,8)	(8,6)	(9,1)
Total de la VaR - Titres disponibles à la vente	(12,7)	(12,9)	(14,5)	(10,2)	(10,1)

* Le total de la VaR liée aux activités de négociation et le total de la VaR liée aux titres disponibles à la vente qui sont indiqués ci-dessus sont assujettis au cadre de gestion des activités de négociation de BMO

Marchés des capitaux.

** Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. - non significatif

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation (en millions de dollars)* **
Tableau 20

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014				Au 31 octobre 2013
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(4,0)	(4,5)	(7,7)	(1,8)	(4,7)
VaR liée aux actions en période de tension	(35,1)	(22,9)	(38,0)	(6,5)	(9,8)
VaR liée au change en période de tension	(10,4)	(5,7)	(10,9)	(0,8)	(0,8)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(12,9)	(10,8)	(15,2)	(8,5)	(9,5)
VaR liée au crédit en période de tension	(13,8)	(12,4)	(13,8)	(11,0)	(11,0)
Diversification	29,8	25,8	n. s.	n. s.	19,9
Total de la VaR en période de tension – Négociation	(46,4)	(30,5)	(46,4)	(11,5)	(15,9)

* La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

** Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. - non significatif

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt (en millions de dollars)* **
Tableau 21

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)		Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (après impôts)	
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2014	31 octobre 2013
Hausse de 100 points de base	(500,3)	(503,1)	95,8	95,4
Baisse de 100 points de base	301,7	340,1	(75,0)	(90,8)
Hausse de 200 points de base	(1 090,1)	(1 078,8)	158,8	158,1
Baisse de 200 points de base	350,8	442,7	(102,9)	(113,7)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

** Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2014 donnerait lieu à une augmentation de 72 millions de dollars de leur bénéfice après impôts et à une hausse de 368 millions de leur valeur économique avant impôts (81 millions et 335 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2014 donnerait lieu à une diminution de 61 millions de leur bénéfice après impôts et à une diminution de 435 millions de leur valeur économique avant impôts (66 millions et 399 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Actifs liquides et non grevés

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés afin de parer aux éventualités. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement.

Le tableau 22 ci-dessous résume les actifs liquides de BMO. Dans le cadre normal des activités quotidiennes de la Banque, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement. En outre, BMO peut obtenir des actifs hautement liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté de ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 180,7 milliards de dollars au 31 janvier 2014, contre 160,6 milliards au 31 octobre 2013. L'augmentation des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement de la hausse des soldes de la trésorerie et des valeurs mobilières. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par les activités de courtage de BMO au Canada et à l'échelle internationale. Outre ses actifs liquides, BMO a toujours accès au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie

de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue sa position de liquidité, BMO ne considère pas ces dernières comme représentant une source de liquidité à laquelle elle a accès.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également transporter en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 23 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

Tableau 22

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2014			Au 31 octobre 2013		
	Valeurs comptables/actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 112	-	34 112	1 381	32 731	24 878
Dépôts à d'autres banques	6 586	-	6 586	-	6 586	6 518
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	107 218	11 746	118 964	72 588	46 376	51 249
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	13 329	619	13 948	605	13 343	10 543
Titres de créance d'entreprises	22 885	6 242	29 127	3 247	25 880	19 008
Titres de participation d'entreprises	61 088	17 059	78 147	36 684	41 463	37 020
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	204 520	35 666	240 186	113 124	127 062	117 820
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	15 629	-	15 629	1 333	14 296	11 425
Total des actifs liquides	260 847	35 666	296 513	115 838	180 675	160 641
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	100 400	-	100 400	452	99 948	101 712
Marges de crédit inutilisées et accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	361 247	35 666	396 913	116 290	280 623	262 353

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de la Banque au 31 janvier 2014.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, tels la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires montés par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et sont inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être transportés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances de Federal Home Loan Bank (FHLB).

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2014					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	40 698	–	1 381	416	38 901
Valeurs mobilières 5)	255 815	87 047	27 410	7 399	133 959
Prêts et acceptations	274 121	37 835	1 957	134 381	99 948
Autres actifs					
Instruments dérivés	37 502	–	–	37 502	–
Bureau et matériel	2 220	–	–	2 220	–
Écart d'acquisition	4 052	–	–	4 052	–
Immobilisations incorporelles	1 558	–	–	1 558	–
Actifs d'impôt exigible	1 030	–	–	1 030	–
Actifs d'impôt différé	2 986	–	–	2 986	–
Actifs divers	8 346	–	–	8 346	–
Total des autres actifs	57 694	–	–	57 694	–
Total	628 328	124 882	30 748	199 890	272 808

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 octobre 2013					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	32 607	–	1 211	1 467	29 929
Valeurs mobilières 5)	217 427	64 168	24 014	6 815	122 430
Prêts et acceptations	265 719	38 067	1 956	123 984	101 712
Autres actifs					
Instruments dérivés	30 259	–	–	30 259	–
Bureau et matériel	2 168	–	–	2 168	–
Écart d'acquisition	3 819	–	–	3 819	–
Immobilisations incorporelles	1 511	–	–	1 511	–
Actifs d'impôt exigible	1 065	–	–	1 065	–
Actifs d'impôt différé	3 027	–	–	3 027	–
Actifs divers	7 695	–	–	7 695	–
Total des autres actifs	49 544	–	–	49 544	–
Total	565 297	102 235	27 181	181 810	254 071

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan ou des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières reçues qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales et des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui ne peuvent être utilisés pour des raisons juridiques ou autres, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains instruments qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux exigences de BMO en matière de liquidité. Ces instruments se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 7,8 milliards de dollars au 31 janvier 2014, incluant les titres détenus par la filiale d'assurance et l'entité de protection du crédit de BMO, de même que d'importants placements en titres de participation et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaire pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances de FHLB.

5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et les actifs moins liquides doit être à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre à la durée à courir de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est généralement à plus court terme (d'un terme de un an ou moins) et reflète la liquidité des actifs ainsi financés. Des quotités sont appliquées aux actifs de négociation afin de refléter le risque de recul des valeurs de marché et de la liquidité durant des périodes de tension sur les marchés. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable, ainsi qu'un important capital, lesquels constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients comprennent les dépôts de base et ceux de particuliers et d'entreprises dont les taux sont fixes et dont les montants sont plus élevés. Les dépôts de clients totalisaient 227,9 milliards de dollars au 31 janvier 2014, comparativement à 220,6 milliards au 31 octobre 2013. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels hors du secteur financier. Au 31 janvier 2014, ces dépôts totalisaient 27,5 milliards.

Au 31 janvier 2014, l'encours du financement de gros, financement provenant surtout de titres négociables, totalisait 171,1 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 36,4 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 134,7 milliards, de financement non garanti. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24 ci-dessous. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés totalisant 180,7 milliards au 31 janvier 2014, actifs qui, tel qu'il est décrit à la section qui traite des actifs liquides et non grevés et qui est présentée ci-dessus, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, et ce, par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang (non garantis) canadiens et américains.

Échéances du financement de gros (en millions de dollars) 1)

Tableau 24

Au 31 janvier 2014	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel - Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts d'autres banques 2)	14 787	5 775	135	16	20 713	-	-	-	20 713
Certificats de dépôt et papier commercial	16 174	22 347	8 334	7 119	53 974	151	-	-	54 125
Billets de dépôt au porteur	2 141	3 181	133	250	5 705	-	-	-	5 705
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	40	1 862	-	1 420	3 322	11 750	22 700	4 514	42 286
Billets structurés non garantis de premier rang 3)	20	58	72	467	617	511	2 513	3 019	6 660
Obligations couvertes, titres adossés à des actifs ou papier commercial adossé à des actifs									
Papier commercial adossé à des actifs	1 578	1 280	864	84	3 806	-	-	-	3 806
Titrisations de créances hypothécaires	945	-	-	652	1 597	2 900	7 744	4 426	16 667
Obligations couvertes	-	-	-	2 228	2 228	3 898	2 228	-	8 354
Titrisations de créances de cartes de crédit	-	-	-	-	-	926	3 990	-	4 916
Avances de FHLB	-	-	-	-	-	-	2 645	-	2 645
Dettes subordonnées 4)	-	-	-	-	-	318	329	4 549	5 196
Total	35 685	34 503	9 538	12 236	91 962	20 454	42 149	16 508	171 073
Financement garanti	2 523	1 280	864	2 964	7 631	7 724	16 607	4 426	36 388
Financement non garanti	33 162	33 223	8 674	9 272	84 331	12 730	25 542	12 082	134 685
Total 5)	35 685	34 503	9 538	12 236	91 962	20 454	42 149	16 508	171 073

1) Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 17 afférente aux états financiers. Il exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants qui ne sont pas consolidés aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Exception faite des dépôts d'autres banques, lesquels sont constitués essentiellement de dépôts bancaires obtenus dans le but de faciliter les activités liées aux produits de négociation, le financement non garanti désigne celui obtenu par l'émission de titres négociables.

3) Billets émis essentiellement à des épargnants.

4) Même si elle fait partie du capital réglementaire, la dette subordonnée est présentée dans ce tableau conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

5) Le total du financement de gros était constitué de 61 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 110 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 janvier 2014.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à ceux à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, et ce, à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 150 du Rapport annuel pour 2013 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité et étaient les suivantes au 31 janvier 2014 : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa3 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, s'il en est. Au 31 janvier 2014, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 64 millions de dollars et 272 millions, respectivement, si ses cotes étaient abaissées d'un cran et de deux crans.

Risque d'assurance

Aucun changement majeur dans nos méthodes de gestion de ce risque ni dans le degré de risque que posent nos activités d'assurance n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion du risque d'assurance de BMO sont décrites aux pages 95 et 96 de son Rapport annuel de 2013.

Risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité

Aucun changement majeur dans nos méthodes de gestion du risque lié à la sécurité de l'information et à la cybersécurité n'est survenu durant le trimestre. Les méthodes de gestion de ce risque qu'emploie BMO sont celles décrites dans la section qui en traite ainsi que dans celle portant sur le risque opérationnel, aux pages 79 et 94, respectivement, de son Rapport annuel pour 2013.

Transactions sur dérivés

Sauf dans de rares exceptions, nous utilisons la convention-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) pour documenter nos relations contractuelles de négociation de dérivés hors cote avec nos contreparties. Cette convention-cadre établit la structure juridique ainsi que les modalités usuelles qui s'appliquent à toutes les transactions sur dérivés conclues, sur une base bilatérale, par des parties. En plus de définir ce qu'est un événement de défaut et un événement entraînant la résiliation, lesquels peuvent causer la résiliation des transactions avant leur date d'échéance, la convention-cadre de l'ISDA renferme des règlements concernant le calcul et la compensation des valeurs d'annulation (également appelées les montants de liquidation) de transaction conclues entre des parties de sorte à obtenir un seul montant global net qu'une partie doit payer à l'autre.

Des annexes au soutien de crédit sont souvent jointes aux conventions-cadres de l'ISDA afin d'assurer l'échange de sûretés entre les parties lorsque le risque lié aux dérivés hors cote de l'autre partie dépasse un montant convenu (appelé le seuil). La remise de sûretés a pour objet de réduire le risque de crédit de contrepartie. Les sûretés peuvent être échangées en tant que marge initiale ou marge de variation, ou les deux. Les annexes au soutien de crédit renferment notamment des dispositions décrivant les types de sûretés qui sont acceptables (tels des titres du Trésor du gouvernement et des sommes en trésorerie) ainsi que leur mode d'évaluation (des escomptes sont souvent appliqués aux valeurs de marché), les seuils, le fait que la sûreté puisse ou ne puisse pas être redonnée en garantie par son bénéficiaire et la façon de calculer les intérêts.

Le tableau 25 présente les montants notionnels de nos contrats dérivés hors cote, soit ceux qui sont compensés et réglés de manière centralisée par voie d'une chambre de compensation désignée et ceux qui ne sont pas compensés de cette façon. Les montants notionnels de nos dérivés représentent les montants auxquels un taux ou un prix est appliqué afin de calculer les paiements qui doivent être échangés en vertu du contrat. Les montants notionnels ne représentent ni des actifs ni des passifs et, par conséquent, ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. Par contre, la juste valeur de nos contrats dérivés hors cote y figure.

Dérivés hors cote (montants notionnels)

Tableau 25

(en millions de dollars canadiens)	Compensation non centralisée		Compensation centralisée		Total	
	T1-2014	T4-2013	T1-2014	T4-2013	T1-2014	T4-2013
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	1 076 484	1 084 369	1 419 799	1 140 417	2 496 283	2 224 786
Contrats à terme de gré à gré	68 307	52 137	398 092	347 614	466 399	399 751
Options achetées	18 274	18 283	-	-	18 274	18 283
Options vendues	23 355	23 020	-	-	23 355	23 020
Total des contrats de taux d'intérêt	1 186 420	1 177 809	1 817 891	1 488 031	3 004 311	2 665 840
Contrats de change						
Swaps de devises	46 850	44 834	-	-	46 850	44 834
Swaps de taux d'intérêt et de devises	267 286	255 337	-	-	267 286	255 337
Contrats à terme de gré à gré	259 352	263 607	-	-	259 352	263 607
Options achetées	13 060	10 923	-	-	13 060	10 923
Options vendues	18 071	13 530	-	-	18 071	13 530
Total des contrats de change	604 619	588 231	-	-	604 619	588 231
Contrats de produits de base						
Swaps	16 727	15 122	-	-	16 727	15 122
Options achetées	9 000	8 081	-	-	9 000	8 081
Options vendues	4 846	4 285	-	-	4 846	4 285
Total des contrats de produits de base	30 573	27 488	-	-	30 573	27 488
Total des contrats d'actions	39 664	39 360	-	-	39 664	39 360
Swaps sur défaillance						
Options achetées	7 754	8 541	314	294	8 068	8 835
Options vendues	11 729	13 072	453	216	12 182	13 288
Total des swaps sur défaillance	19 483	21 613	767	510	20 250	22 123
Total	1 880 759	1 854 501	1 818 658	1 488 541	3 699 417	3 343 042

Expositions dans certaines régions

L'exposition de BMO dans certaines régions est présentée et analysée aux pages 67, 68, 119 et 120 de son Rapport annuel pour 2013. Notre exposition dans certaines régions au 31 janvier 2014 est présentée dans les tableaux ci-après, lesquels résument nos expositions en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Espagne (pays GIPE) ainsi que dans un groupe plus vaste de pays européens dans lesquels notre exposition brute est de plus de 500 millions de dollars. Le tableau 26 indique les montants bruts et nets des expositions associées aux prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Ces montants sont présentés plus en détail, soit par type de contrepartie, dans les tableaux 27 à 29. Les changements dans ces positions ont été mineurs.

Pour permettre une meilleure compréhension, les expositions de BMO en Europe associées aux swaps sur défaillance sont présentées séparément dans le tableau 30. Le risque inhérent aux swaps sur défaillance qui sont achetés est contrôlé par voie d'une liste de contreparties approuvées qui est examinée régulièrement, processus qui fait partie de notre cadre de gestion du risque de crédit. La majorité de ces swaps est de nature compensatoire, est habituellement assortie de modalités contractuelles concordantes et découle des anciennes stratégies de négociation de produits de crédit qui sont abandonnées progressivement depuis 2008.

Au 31 janvier 2014

Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Pays GIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	32	-	28	-	89	2	45	7	194	9
Italie	24	24	182	-	24	-	12	7	242	31
Portugal	-	-	111	-	-	-	1	1	112	1
Espagne	88	78	134	-	-	-	7	1	229	79
Total – pays GIPE 6)	144	102	455	-	113	2	65	16	777	120
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)										
France	58	16	679	546	2 803	21	234	47	3 774	630
Allemagne	34	33	1 690	1 371	1 413	30	220	10	3 357	1 444
Pays-Bas	331	163	884	805	1 297	4	56	12	2 568	984
Autres 7)	466	269	545	403	35	5	83	37	1 129	714
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE 8)	889	481	3 798	3 125	5 548	60	593	106	10 828	3 772
Reste de l'Europe										
Danemark	15	15	754	752	247	-	5	5	1 021	772
Norvège	19	19	1 332	1 332	571	-	42	42	1 964	1 393
Fédération de Russie	639	639	-	-	-	-	-	-	639	639
Suède	184	82	295	295	222	-	3	2	704	379
Suisse	506	163	51	-	490	5	3	1	1 050	169
Royaume-Uni	386	231	431	190	4 569	35	355	53	5 741	509
Autres 7)	-	-	353	-	-	-	1	1	354	1
Total – reste de l'Europe 8)	1 749	1 149	3 216	2 569	6 099	40	409	104	11 473	3 862
Total – Europe	2 782	1 732	7 469	5 694	11 760	102	1 067	226	23 078	7 754

Au 31 octobre 2013

Pays	Prêts 1)		Titres 2)		Opérations de type mise en pension 3)		Dérivés 4)		Total	
	Engagements	Tranche financée	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net	Montant brut	Montant net
Pays GIPE	79	79	477	-	81	1	45	6	682	86
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	802	462	3 445	2 779	5 199	17	358	103	9 804	3 361
Total – reste de l'Europe	1 659	956	3 410	2 772	4 044	57	262	115	9 375	3 900
Total – Europe	2 540	1 497	7 332	5 551	9 324	75	665	224	19 861	7 347

- Les prêts comprennent les prêts et les produits de financement commercial. Les montants sont présentés déduction faite de ceux sortis du bilan et du montant brut des provisions spécifiques, ces éléments étant considérés comme négligeables.
- Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables. Le montant brut des titres de crédit négociables ne comprend que les positions acheteur et exclut les positions vendeur compensatoires.
- Les opérations de type mise en pension sont effectuées avec des contreparties qui sont des banques.
- Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions, et dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur, les compensations liées aux garanties. Au 31 janvier 2014, le risque lié au remplacement des dérivés, déduction faite des garanties, se chiffrait à environ 4,0 milliards de dollars pour toute l'Europe.
- Exclut les réserves de 85 millions de dollars de notre filiale irlandaise auprès de la banque centrale d'Irlande au 31 janvier 2014.
- L'exposition directe de BMO dans les pays GIPE a essentiellement trait à des produits de financement commercial et de négociation offerts par des banques. L'exposition nette demeure faible, s'établissant à 120 millions de dollars, dont une tranche de 42 millions représentait des engagements non financés au 31 janvier 2014.
- Comprend les pays dans lesquels l'exposition brute est de moins de 500 millions de dollars. Le poste Autres de la catégorie Zone euro comprend les expositions en Autriche, en Belgique, à Chypre, en Finlande, au Luxembourg, en Slovaquie et en Slovaquie. Le poste Autres de la catégorie Reste de l'Europe comprend les expositions en Croatie, dans la République tchèque, en Hongrie, en Islande et en Pologne.
- Au 31 janvier 2014, l'exposition directe nette de BMO dans les autres pays de la zone euro (soit les 12 autres pays qui ont l'euro comme monnaie) totalisait environ 3,8 milliards de dollars, dont une proportion de 53 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA, et une proportion d'environ 81 % s'est vu attribuer la cote Aaa ou AAA par l'une des deux agences de notation. Notre exposition directe nette dans le reste de l'Europe totalisait environ 3,9 milliards, dont une proportion de 70 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels Moody's et S&P ont attribué une cote de Aaa ou AAA. Une partie importante de l'exposition à des États souverains est constituée de produits de trésorerie négociables, alors que l'exposition liée à des banques a trait à des instruments de négociation, à des titres de créance à court terme, à des positions sur dérivés, à des lettres de crédit et à des garanties.
- Les États souverains comprennent les produits de trésorerie de banques garantis par des États souverains.
- Les autres expositions (incluant les expositions indirectes) qui ne sont pas incluses dans les tableaux au 31 janvier 2014 sont comme suit :**
 - BMO a également des expositions à des entités situées dans divers pays européens en raison de son entité de protection de crédit et de son entité de titrisation des clients américaine. Ces expositions ne sont pas incluses dans les tableaux ci-dessus parce que leur structure comporte déjà une protection de crédit.
 - BMO a une exposition directe à ces entités de crédit qui sont, à leur tour, exposées à un risque en raison des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. Tel qu'il est indiqué dans la section intitulée Entité de protection de crédit à la page 66 du Rapport annuel pour 2013 de BMO, ces entités comportent une protection de premier niveau, et des couvertures ont été conclues.
 - L'exposition notionnelle de notre entité de protection de crédit à des émetteurs situés en Grèce, en Italie et en Espagne représentait 4,2 % de son exposition notionnelle totale. Cette entité avait une exposition notionnelle dans cinq des 12 autres pays dont la monnaie est l'euro. Cette exposition représentait 11,8 % du total de l'exposition notionnelle et, de ce pourcentage, une proportion de 71 % avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P et de Moody's. L'exposition notionnelle dans le reste de l'Europe représentait 15,1 % du total de l'exposition notionnelle et la totalité de ce pourcentage avait obtenu une cote de première qualité de la part de S&P (94 % par Moody's). L'entité bénéficie d'une forte protection contre les pertes et c'est pourquoi le risque de crédit résiduel est très faible.
 - L'entité de titrisation des clients américaine de BMO l'expose aux pays GIPE et à d'autres pays européens puisqu'elle a des engagements qui s'appuient sur des sûretés dont une proportion de 0,23 % représente des prêts ou des titres provenant d'entités situées en Europe. À la fin de l'exercice, l'exposition au Luxembourg, qui se chiffrait à 0,10 %, représentait la composante la plus importante. Quant à celle en Espagne, elle était d'environ 0,06 % et il n'existait aucune exposition en Italie, en Irlande, en Grèce ou au Portugal.
 - BMO est exposé à des institutions européennes supranationales à hauteur de 0,2 milliard de dollars, et ce, essentiellement par voie de produits de trésorerie négociables.
 - L'exposition indirecte de BMO en Europe sous forme de garanties libellées en euros destinées à soutenir les activités de négociation correspondait à des titres émis par des entités situées dans des pays européens de 516 millions d'euros, dont une tranche de 8 millions d'euros était détenue sous forme de titres dans les pays GIPE et 159 millions d'euros l'étaient dans des titres français. De plus, des garanties en trésorerie de 192 millions d'euros étaient détenues au 31 janvier 2014.
 - L'exposition indirecte sous forme de garanties émises par des entités situées dans des pays européens totalisait 760,3 millions de dollars, dont 5,7 millions dans les pays GIPE, 445,1 millions dans les autres pays de la zone euro et 309,5 millions dans le reste de l'Europe.

Exposition aux prêts en Europe par pays et par contrepartie 10) (en millions de dollars canadiens)
Tableau 27

Au 31 janvier 2014

Pays	Prêts 1)							
	Engagements				Tranche financée			
	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Pays GIPE								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	32	-	32	-	-	-	-
Italie	24	-	-	24	24	-	-	24
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	78	10	-	88	78	-	-	78
Total – pays GIPE	102	42	-	144	102	-	-	102
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)								
France	16	42	-	58	16	-	-	16
Allemagne	24	10	-	34	24	9	-	33
Pays-Bas	27	304	-	331	27	136	-	163
Autres 7)	342	124	-	466	229	40	-	269
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	409	480	-	889	296	185	-	481
Reste de l'Europe								
Danemark	15	-	-	15	15	-	-	15
Norvège	19	-	-	19	19	-	-	19
Fédération de Russie	611	28	-	639	611	28	-	639
Suède	23	161	-	184	23	59	-	82
Suisse	3	503	-	506	3	160	-	163
Royaume-Uni	146	240	-	386	146	85	-	231
Autres 7)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total – reste de l'Europe	817	932	-	1 749	817	332	-	1 149
Total – Europe	1 328	1 454	-	2 782	1 215	517	-	1 732

Voir les notes du tableau 26.

Exposition aux titres en Europe par pays et par contrepartie 10) (en millions de dollars canadiens)
Tableau 28

Au 31 janvier 2014

Pays	Titres 2)							
	Montant brut				Montant net			
	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total	Banques	Sociétés	États souverains 9)	Total
Pays GIPE								
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	28	28	-	-	-	-
Italie	45	24	113	182	-	-	-	-
Portugal	-	-	111	111	-	-	-	-
Espagne	45	44	45	134	-	-	-	-
Total – pays GIPE	90	68	297	455	-	-	-	-
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)								
France	34	99	546	679	-	-	546	546
Allemagne	143	205	1 342	1 690	-	29	1 342	1 371
Pays-Bas	688	85	111	884	687	7	111	805
Autres 7)	36	30	479	545	-	-	403	403
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	901	419	2 478	3 798	687	36	2 402	3 125
Reste de l'Europe								
Danemark	569	2	183	754	569	-	183	752
Norvège	1 332	-	-	1 332	1 332	-	-	1 332
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	295	-	-	295	295	-	-	295
Suisse	12	39	-	51	-	-	-	-
Royaume-Uni	118	227	86	431	55	-	86	190
Autres 7)	-	-	353	353	-	-	-	-
Total – reste de l'Europe	2 326	268	622	3 216	2 251	49	269	2 569
Total – Europe	3 317	755	3 397	7 469	2 938	85	2 671	5 694

Voir les notes du tableau 26.

Exposition aux opérations de type mise en pension et aux dérivés en Europe par pays et par contrepartie 10)
(en millions de dollars canadiens)

Tableau 29

Au 31 janvier 2014

Pays	Opérations de type mise en pension 3)			Dérivés 4)							
	Montant brut	Déduction faite des garanties		Montant brut			Déduction faite des garanties				
	Total	Total		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total
Pays GIPE											
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	89	2	39	6	-	-	45	1	6	-	7
Italie	24	-	8	4	-	-	12	3	4	-	7
Portugal	-	-	1	-	-	-	1	1	-	-	1
Espagne	-	-	7	-	-	-	7	1	-	-	1
Total – pays GIPE	113	2	55	10	-	-	65	6	10	-	16
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)											
France	2 803	21	234	-	-	-	234	47	-	-	47
Allemagne	1 413	30	220	-	-	-	220	10	-	-	10
Pays-Bas	1 297	4	55	1	-	-	56	11	1	-	12
Autres 7)	35	5	56	20	7	-	83	10	20	7	37
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	5 548	60	565	21	7	-	593	78	21	7	106
Reste de l'Europe											
Danemark	247	-	5	-	-	-	5	5	-	-	5
Norvège	571	-	42	-	-	-	42	42	-	-	42
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	222	-	3	-	-	-	3	2	-	-	2
Suisse	490	5	3	-	-	-	3	1	-	-	1
Royaume-Uni	4 569	35	347	8	-	-	355	45	8	-	53
Autres 7)	-	-	1	-	-	-	1	1	-	-	1
Total – reste de l'Europe	6 099	40	401	8	-	-	409	96	8	-	104
Total – Europe	11 760	102	1 021	39	7	-	1 067	180	39	7	226

Voir les notes du tableau 26.

Au 31 janvier 2014

Pays	Juste valeur					Valeur nominale							
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale	
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total		
Pays GIPE													
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 5)	-	-	(1)	-	(1)	(22)	-	(22)	22	-	22	-	-
Italie	1	-	(1)	-	-	(120)	-	(120)	120	-	120	-	-
Portugal	4	-	(5)	-	(1)	(90)	-	(90)	90	-	90	-	-
Espagne	1	-	(1)	-	-	(84)	-	(84)	84	-	84	-	-
Total – pays GIPE	6	-	(8)	-	(2)	(316)	-	(316)	316	-	316	-	-
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)													
France	(1)	-	-	-	(1)	(75)	-	(75)	59	-	59	(16)	-
Allemagne	(1)	-	1	-	-	(159)	-	(159)	144	-	144	(15)	-
Pays-Bas	-	-	-	-	-	(39)	-	(39)	36	-	36	(3)	-
Autres 7)	-	-	-	-	-	(74)	-	(74)	74	-	74	-	-
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	(2)	-	1	-	(1)	(347)	-	(347)	313	-	313	(34)	-
Reste de l'Europe													
Danemark	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	1	-	1	-	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)	4	-	4	-	-
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	(1)	-	-	-	(1)	(141)	-	(141)	34	-	34	(107)	-
Royaume-Uni	(1)	-	1	-	-	(124)	-	(124)	115	-	115	(9)	-
Autres 7)	-	-	(1)	-	(1)	(293)	-	(293)	293	-	293	-	-
Total – reste de l'Europe	(2)	-	-	-	(2)	(563)	-	(563)	447	-	447	(116)	-
Total – Europe	2	-	(7)	-	(5)	(1 226)	-	(1 226)	1 076	-	1 076	(150)	-

Au 31 octobre 2013

Pays	Juste valeur					Valeur nominale							
	Achetés		Vendus		Exposition totale	Achetés			Vendus			Exposition totale	
	Première qualité	Qualité inférieure	Première qualité	Qualité inférieure		Première qualité	Qualité inférieure	Total	Première qualité	Qualité inférieure	Total		
Total – pays GIPE	12	-	(12)	-	-	(464)	-	(464)	464	-	464	-	-
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	(6)	-	4	-	(2)	(735)	-	(735)	661	14	675	(60)	-
Total – reste de l'Europe	(3)	-	2	-	(1)	(895)	-	(895)	634	21	655	(240)	-
Total – Europe	3	-	(6)	-	(3)	(2 094)	-	(2 094)	1 759	35	1 794	(300)	-

Notes :

Voir les notes du tableau 26.

- Tous les swaps sur défaillance achetés et vendus l'ont été auprès de contreparties qui sont des banques.
- Des tranches de 39 % des swaps sur défaillance achetés et de 49 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration intégrale. Aux termes de ces contrats, tout événement relatif à une restructuration constitue un événement touchant le crédit, et toute obligation dont l'échéance est de moins de 30 ans doit être livrée contre le contrat.
- Des tranches de 61 % des swaps sur défaillance achetés et de 50 % de ceux vendus sont assujetties à des événements déclencheurs relatifs à une restructuration à clauses dites « modifiées-modifiées ». Aux termes de ces contrats, les ententes de restructuration constituent un événement touchant le crédit. Cependant, l'obligation à livrer contre le contrat a une durée se limitant à 60 mois pour les obligations restructurées et à 30 mois pour toutes les autres obligations.
- Le tableau exclut une protection de 13 millions de dollars acquise par l'intermédiaire de l'indice de swaps sur défaillance iTraxx. L'indice comprend 25 titres d'une pondération égale provenant des régions suivantes : GIPE (16 %), zone euro (exclusion faite des pays GIPE) (44 %) et reste de l'Europe (40 %).

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois closes le

	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 janvier 2013
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	2 680 \$	2 695 \$	2 689 \$	2 618 \$	2 743 \$
Valeurs mobilières	506	543	577	550	606
Dépôts à d'autres banques	67	59	63	61	61
	3 253	3 297	3 329	3 229	3 410
Charges d'intérêts					
Dépôts	717	711	683	643	690
Dettes subordonnées	36	38	35	37	35
Autres passifs	387	431	428	420	437
	1 140	1 180	1 146	1 100	1 162
Revenus nets d'intérêts	2 113	2 117	2 183	2 129	2 248
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	307	291	290	283	260
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	241	237	232	222	225
Revenus de négociation	274	188	208	230	223
Commissions sur prêts	169	155	152	143	153
Frais de services de cartes	112	110	124	114	113
Frais de gestion de placements et de garde de titres	204	188	187	179	172
Revenus tirés de fonds d'investissement	219	211	208	193	187
Commissions de prise ferme et de consultation	191	156	141	141	221
Profits sur titres, autres que de négociation	62	210	–	49	26
Revenus de change, autres que de négociation	54	38	39	58	37
Revenus d'assurance	107	125	147	66	107
Autres	69	112	89	86	60
	2 009	2 021	1 817	1 764	1 784
Total des revenus	4 122	4 138	4 000	3 893	4 032
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	99	189	76	144	178
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel (note 13)	1 581	1 439	1 448	1 476	1 479
Bureaux et matériel	455	491	457	442	443
Amortissement des immobilisations incorporelles	90	89	88	84	85
Déplacements et expansion des affaires	119	142	128	121	123
Communications	68	70	73	76	72
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	10	10	9	10	10
Honoraires	135	142	124	135	126
Autres	226	197	199	206	232
	2 684	2 580	2 526	2 550	2 570
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 339	1 369	1 398	1 199	1 284
Charge d'impôts sur le résultat	278	295	275	237	248
Bénéfice net	1 061 \$	1 074 \$	1 123 \$	962 \$	1 036 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 048	1 061	1 107	944	1 018
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	13	16	18	18
Bénéfice net	1 061 \$	1 074 \$	1 123 \$	962 \$	1 036 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 14)					
De base	1,58 \$	1,60 \$	1,67 \$	1,41 \$	1,51 \$
Dilué	1,58	1,60	1,66	1,40	1,51

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables – se reporter à la note 1.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les périodes de trois mois closes le				
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 janvier 2013
Bénéfice net	1 061 \$	1 074 \$	1 123 \$	962 \$	1 036 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)					
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 1)	25	(17)	298	(57)	74
	25	(17)	298	(57)	74
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 2)	(38)	67	(48)	(11)	(18)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 3)	(22)	(5)	(2)	(28)	(15)
	(60)	62	(50)	(39)	(33)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 4)	142	137	(231)	127	(58)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 5)	(25)	(23)	(31)	(37)	(34)
	117	114	(262)	90	(92)
Profit net provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 176	261	316	198	(34)
Incidence de la couverture des profits (pertes) latents provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 6)	(270)	(109)	(140)	(179)	19
	906	152	176	19	(15)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale)	988	311	162	13	(66)
Total du résultat global	2 049 \$	1 385 \$	1 285 \$	975 \$	970 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	2 036	1 372	1 269	957	952
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	13	16	18	18
Total du résultat global	2 049 \$	1 385 \$	1 285 \$	975 \$	970 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (10) \$, de 11 \$, de (120) \$, de 19 \$ et de (36) \$.

2) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 12 \$, de (27) \$, de 24 \$, de 6 \$ et de 6 \$.

3) Après la charge d'impôts sur le résultat de 12 \$, de 3 \$, de 1 \$, de 13 \$ et de 5 \$.

4) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (43) \$, de (49) \$, de 82 \$, de (42) \$ et de 21 \$.

5) Après la charge d'impôts sur le résultat de 9 \$, de 7 \$, de 14 \$, de 12 \$ et de 12 \$.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 95 \$, de 39 \$, de 50 \$, de 64 \$ et de (7) \$.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables – se reporter à la note 1.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 juillet 2013	30 avril 2013	31 janvier 2013
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 112 \$	26 089 \$	33 055 \$	38 423 \$	31 498 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 586	6 518	7 531	6 230	6 149
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	85 957	75 159	72 491	73 246	73 580
Titres disponibles à la vente (note 2)	55 736	53 710	51 439	46 503	53 130
Titres détenus jusqu'à l'échéance	8 254	6 032	4 846	2 476	1 280
Titres divers	994	899	1 021	1 328	1 486
	150 941	135 800	129 797	123 553	129 476
Titres pris en pension ou empruntés	53 579	39 799	53 749	59 478	52 957
Prêts (notes 3 et 6)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	97 321	96 392	93 132	88 133	85 506
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 610	63 640	63 230	62 308	61 531
Prêts sur cartes de crédit	7 963	7 870	7 801	7 642	7 683
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	112 396	104 585	101 023	98 699	97 494
	282 290	272 487	265 186	256 782	252 214
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 207	8 472	9 029	8 514	8 626
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 747)	(1 665)	(1 658)	(1 725)	(1 672)
	289 750	279 294	272 557	263 571	259 168
Autres actifs					
Instruments dérivés	37 502	30 259	31 638	43 063	42 548
Bureaux et matériel	2 220	2 168	2 109	2 125	2 139
Écart d'acquisition (note 9)	4 052	3 819	3 767	3 705	3 655
Immobilisations incorporelles	1 558	1 511	1 511	1 521	1 519
Actifs d'impôt exigible	1 030	1 065	1 304	1 527	1 391
Actifs d'impôt différé	2 986	3 027	2 956	3 089	2 984
Actifs divers	8 346	7 695	8 738	8 221	8 442
	57 694	49 544	52 023	63 251	62 678
Total des actifs	592 662 \$	537 044 \$	548 712 \$	554 506 \$	541 926 \$
Passifs et capitaux propres					
Dépôts (note 10)					
Banques	26 930 \$	20 591 \$	21 362 \$	22 615 \$	22 586 \$
Entreprises et administrations publiques	240 347	222 346	214 565	214 649	208 708
Particuliers	131 116	125 432	123 596	122 587	121 281
	398 393	368 369	359 523	359 851	352 575
Autres passifs					
Instruments dérivés	36 843	31 974	32 959	44 011	43 516
Acceptations	9 207	8 472	9 029	8 514	8 626
Titres vendus à découvert	26 646	22 446	21 041	23 897	21 439
Titres mis en pension ou prêtés	44 789	28 884	47 596	39 005	37 709
Passifs d'impôt exigible	386	438	373	548	304
Passifs d'impôt différé	115	107	131	149	163
Passifs divers	39 585	41 179	43 620	44 599	43 482
	157 571	133 500	154 749	160 723	155 239
Dettes subordonnées	3 983	3 996	4 014	4 071	4 064
Capitaux propres					
Capital social (note 11)	14 298	14 268	14 264	14 279	14 492
Surplus d'apport	316	315	321	320	214
Résultats non distribués	15 617	15 087	14 657	14 227	13 972
Cumul des autres éléments du résultat global	1 425	437	126	(36)	(49)
	31 656	30 107	29 368	28 790	28 629
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	31 656	30 107	29 368	28 790	28 629
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 059	1 072	1 058	1 071	1 419
	32 715	31 179	30 426	29 861	30 048
Total des passifs et des capitaux propres	592 662 \$	537 044 \$	548 712 \$	554 506 \$	541 926 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables - se reporter à la note 1.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le	
	31 janvier 2014	31 janvier 2013
Actions privilégiées		
Solde à l'ouverture de la période	2 265 \$	2 465 \$
Solde à la clôture de la période	2 265	2 465
Actions ordinaires		
Solde à l'ouverture de la période	12 003	11 957
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	-	37
Émises en vertu du régime d'options sur actions	30	33
Solde à la clôture de la période	12 033	12 027
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	315	213
Charges liées aux options sur actions/options exercées	1	1
Solde à la clôture de la période	316	214
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	15 087	13 456
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 048	1 018
Dividendes – Actions privilégiées	(28)	(33)
– Actions ordinaires	(490)	(469)
Solde à la clôture de la période	15 617	13 972
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi		
Solde à l'ouverture de la période	(165)	(463)
Réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 1)	25	74
Solde à la clôture de la période	(140)	(389)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente		
Solde à l'ouverture de la période	205	265
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenant au cours de la période 2)	(38)	(18)
Reclassement dans le résultat des (profits) de la période 3)	(22)	(15)
Solde à la clôture de la période	145	232
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie		
Solde à l'ouverture de la période	(8)	142
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenant au cours de la période 4)	142	(58)
Reclassement dans le résultat des (profits) sur les couvertures de flux de trésorerie 5)	(25)	(34)
Solde à la clôture de la période	109	50
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger		
Solde à l'ouverture de la période	405	73
Profit (perte) latent à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	1 176	(34)
Incidence de la couverture du profit (de la perte) latent provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger 6)	(270)	19
Solde à la clôture de la période	1 311	58
Total du cumul des autres éléments du résultat global	1 425	(49)
Total des capitaux propres	31 656 \$	28 629 \$
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales		
Solde à l'ouverture de la période	1 072	1 435
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	13	18
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	(26)	(31)
Autres	-	(3)
Solde à la clôture de la période	1 059	1 419
Total des capitaux propres	32 715 \$	30 048 \$

1) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de (10) \$ et de (36) \$.

2) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 12 \$ et de 6 \$.

3) Après la charge d'impôts sur le résultat de 12 \$ et de 5 \$.

4) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (43) \$ de 21 \$.

5) Après la charge d'impôts sur le résultat de 9 \$ et de 12 \$.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 95 \$ de (7) \$.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables – se reporter à la note 1.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le	
	31 janvier 2014	31 janvier 2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice net	1 061 \$	1 036 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles		
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(62)	(26)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(9 745)	(3 464)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	99	178
Variation des instruments dérivés - (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(7 741)	5 728
- Augmentation (diminution) des passifs dérivés	5 221	(5 327)
Amortissement des bureaux et du matériel	89	85
Amortissement des immobilisations incorporelles	90	85
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	205	139
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	8	(8)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	131	(104)
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(56)	(99)
Variation des intérêts courus - Diminution des intérêts à recevoir	53	127
- (Diminution) des intérêts à payer	(38)	(68)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	756	(989)
Augmentation nette des dépôts	16 954	28 049
(Augmentation) nette des prêts	(4 211)	(4 692)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	3 834	(2 000)
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	14 376	(2 034)
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(11 755)	(5 945)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	9 269	10 671
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
(Diminution) nette de passifs de filiales	(27)	(189)
Échéance d'obligations couvertes	-	(1 354)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	30	34
Dividendes versés en trésorerie	(505)	(466)
Dividendes versés en trésorerie aux actionnaires ne détenant pas le contrôle	(26)	(31)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(528)	(2 006)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	283	188
Achats de titres, autres que de négociation	(7 764)	(5 193)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 565	3 794
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	1 483	3 923
Bureaux et matériel - achats nets	(65)	(138)
Logiciels achetés et développés - achats nets	(82)	(61)
Acquisitions (note 8)	-	401
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(2 580)	2 914
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 862	4
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 023	11 583
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	26 089	19 915
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	34 112 \$	31 498 \$
Composition :		
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	32 325 \$	29 679 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 787	1 819
	34 112 \$	31 498 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie :		
Inclusion dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles :		
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 167 \$	1 132 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	19 \$	335 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	3 265 \$	3 515 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables - se reporter à la note 1.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2014 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une société ouverte constituée au Canada et dont le siège social se trouve à Montréal, au Canada. La Banque est un fournisseur de services financiers hautement diversifiés et offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services de banque d'affaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2013 qui figurent aux pages 130 à 188 de notre Rapport annuel 2013.

Modifications de méthodes comptables

En date du 1^{er} novembre 2013, nous avons adopté les prises de position en comptabilité, nouvelles et modifiées, publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui suivent :

Avantages du personnel

La version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19), modifie les exigences en matière d'évaluation, de présentation et d'informations à fournir à l'égard des régimes d'avantages du personnel. La norme a été appliquée de manière rétrospective et les chiffres des périodes correspondantes dans les états financiers consolidés intermédiaires ont été ajustés en conséquence. Aux termes de la norme révisée, les gains et les pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et ils ne peuvent plus être différés et amortis. En outre, le rendement attendu des actifs d'un régime devra correspondre au taux d'actualisation employé pour calculer les obligations du régime. Le coût des services passés découlant des modifications des régimes sera immédiatement comptabilisé en résultat lorsqu'un régime sera modifié, sans égard à l'acquisition des droits. Ces modifications prévoient également la présentation d'informations plus complètes à l'égard des caractéristiques des régimes et des risques auxquels l'entité est exposée en y participant. Par conséquent, nous présenterons des informations supplémentaires dans nos états financiers consolidés annuels de 2014.

Présentation des états financiers

Les modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, ont été publiées en mai 2011 et exigent que les éléments compris dans les autres éléments du résultat global soient présentés séparément selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés dans le bénéfice net. La nouvelle présentation a été adoptée de manière rétrospective en même temps que l'a été la modification de l'IAS 19. Les gains et les pertes actuariels qui sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global aux termes de l'IAS 19 ne seront jamais reclassés dans l'état des résultats. Ils demeureront donc dans les autres éléments du résultat global.

États financiers consolidés et comptabilisation des coentreprises

L'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), présente un modèle unique de consolidation qui définit le contrôle comme étant la base pour la consolidation de tous les types d'intérêts. Aux termes de l'IFRS 10, nous contrôlons une entité si nous détenons le pouvoir sur celle-ci, si nous sommes exposés ou avons droit à des rendements variables en raison de nos liens avec elle et si nous avons la capacité d'exercer notre pouvoir de manière à influencer sur le montant des rendements que nous en tirons. L'adoption de l'IFRS 10 a entraîné la déconsolidation de la Fiducie de billets secondaires BMO, de la Fiducie de capital BMO II et de certaines de nos entités de titrisation canadiennes des clients, comme il est indiqué à note 7. Cette norme a été appliquée de manière rétrospective aux données des exercices 2013 et 2012, et les chiffres des périodes correspondantes dans les états financiers consolidés ont été ajustés en conséquence.

L'IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11), exige que les coentreprises soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Aux termes de l'IFRS 11, nous avons donc modifié la façon dont nous comptabilisons une coentreprise et nous avons délaissé la méthode de la consolidation proportionnelle pour adopter la méthode de la mise en équivalence. L'adoption de manière rétrospective de cette norme a entraîné l'élimination de chacun des postes du bilan précédemment consolidé de façon proportionnelle et la comptabilisation d'un placement net dans une coentreprise dans les titres divers, ainsi que l'élimination de chacun des postes de l'état des résultats précédemment consolidé de façon proportionnelle et la comptabilisation de notre quote-part du bénéfice des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence dans les autres revenus.

Le tableau ci-après résume l'incidence de l'adoption de l'IAS 19, de l'IFRS 10 et de l'IFRS 11 sur nos états financiers consolidés des périodes précédentes :

Aux (en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2013		31 janvier 2013	
	IFRS 10 et IFRS 11	IAS 19	IFRS 10 et IFRS 11	IAS 19
Augmentation (diminution) au titre de ce qui suit :				
Trésorerie	6	-	(21)	-
Valeurs mobilières	819	-	1 114	-
Prêts, prêts aux entreprises et prêts aux administrations publiques	199	-	12	-
Bureaux et matériel	(23)	-	(26)	-
Écart d'acquisition	(74)	-	(73)	-
Immobilisations incorporelles	(19)	-	(15)	-
Actifs d'impôt différé	-	116	-	192
Autres actifs	(948)	(331)	(977)	(543)
Dépôts, dépôts des entreprises et dépôts des administrations publiques	1 548	-	1 650	-
Titres d'une fiducie de capital	(463)	-	(451)	-
Autres passifs	(1 123)	85	(1 181)	130
Cumul des autres éléments du résultat global	-	(165)	-	(389)
Résultats non distribués	(5)	(132)	(4)	(92)

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 a diminué de 55 millions de dollars après impôts par suite de l'adoption, de manière rétrospective, de l'IAS 19 dans sa version modifiée, de l'IFRS 10 et de l'IFRS 11. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires pour chacun des trimestres clos le 31 janvier 2013, le 30 avril 2013, le 31 juillet 2013 et le 31 octobre 2013 a diminué d'environ de 13 millions après impôts par suite de l'adoption de l'IAS 19 de l'IFRS 10 et de l'IFRS 11. Le bénéfice par action de base et dilué pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 s'est chiffré à 6,19 \$ et à 6,17 \$, respectivement. Le bénéfice par action de base et dilué pour chacun des trimestres clos le 31 janvier 2013, le 30 avril 2013, le 31 juillet 2013 et le 31 octobre 2013 s'est chiffré à 1,60 \$, à 1,67 \$, à 1,41 \$ et à 1,51 \$, respectivement.

Aucun bilan d'ouverture n'a été présenté étant donné que la transition n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers. Il y a lieu de se reporter aux pages 132 et 133 de notre Rapport annuel de 2013 pour obtenir de plus amples renseignements sur l'incidence de la transition au 1^{er} novembre 2012.

Participation dans d'autres entités

Nous avons également adopté l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12). L'IFRS 12 établit des exigences en matière d'informations à fournir à l'égard de toutes les formes de participations dans d'autres entités, que ce soit dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées. Cette nouvelle norme exige la présentation d'informations sur la nature des participations de l'entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés, ainsi que sur les effets de ces participations sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. Cette nouvelle norme entraînera la présentation d'informations supplémentaires dans nos états financiers consolidés annuels de 2014.

Évaluation de la juste valeur

Nous avons adopté l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13), qui donne une définition unique de la juste valeur et fournit un cadre permettant de l'évaluer. Cette nouvelle norme exige également la présentation d'informations supplémentaires sur l'évaluation de la juste valeur. Nous fournirons des informations supplémentaires dans nos états financiers consolidés annuels de 2014.

Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

Nous avons adopté les modifications de l'IFRS 7, *Instruments financiers – Informations à fournir* (IFRS 7), qui comprennent de nouvelles exigences concernant les informations à fournir à l'égard des actifs financiers et des passifs financiers qui font l'objet d'une compensation dans le bilan ou qui sont assujettis à des conventions-cadres de compensation ou à des accords semblables. Les modifications portant sur les informations à fournir entrent en vigueur pour l'exercice en cours et se solderont par la présentation d'informations supplémentaires dans nos états financiers consolidés annuels de 2014.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 25 février 2014.

Note 2 : Valeurs mobilières

Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2014				31 octobre 2013			
	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents 2)	Pertes brutes latentes 2)	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	10 897	95	-	10 992	12 989	129	3	13 115
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 537	36	15	4 558	3 707	23	32	3 698
l'administration fédérale américaine	6 650	15	2	6 663	4 650	10	-	4 660
des municipalités, agences et états américains	5 689	40	17	5 712	5 363	41	12	5 392
d'autres administrations publiques	6 512	11	6	6 517	6 165	7	9	6 163
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	2 645	12	1	2 656	2 271	6	-	2 277
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	6 647	22	19	6 650	6 535	24	31	6 528
Titres de créance d'entreprises	10 213	136	7	10 342	10 210	115	8	10 317
Titres de participation d'entreprises	1 536	118	8	1 646	1 413	148	1	1 560
Total	55 326	485	75	55 736	53 303	503	96	53 710

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

2) Les profits et les pertes latents peuvent être contrebalancés par les pertes (profits) latents connexes sur des passifs ou des contrats de couverture.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Au 31 janvier 2014, la provision pour pertes sur créances liées aux autres instruments de crédit figurant dans les passifs divers totalisait 301 millions de dollars (253 millions au 31 janvier 2013).

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 janvier 2014	31 janvier 2013	31 janvier 2014	31 janvier 2013	31 janvier 2014	31 janvier 2013	31 janvier 2014	31 janvier 2013	31 janvier 2014	31 janvier 2013
Pour les périodes de trois mois closes le										
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) au début de la période	99	76	71	62	315	338	-	-	485	476
Montants sortis du bilan	(20)	(25)	(151)	(196)	(110)	(105)	-	-	(281)	(326)
Recouvrements de montant sortis du bilan à des périodes antérieures	13	2	42	35	156	121	-	-	211	158
Charge imputée à l'état du résultat (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	15	35	115	161	(31)	(18)	-	-	99	178
Cessions de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fluctuations de change et autres	(2)	(6)	(2)	2	5	(15)	-	-	1	(19)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la fin de la période	105	82	75	64	335	321	-	-	515	467
Provision générale pour pertes sur créances au début de la période	88	47	622	624	756	759	19	30	1 485	1 460
Charge imputée à l'état du résultat (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	8	5	4	(6)	(17)	6	5	(5)	-	-
Fluctuations de change et autres	3	-	4	-	41	(2)	-	-	48	(2)
Provision générale pour pertes sur créances à la fin de la période	99	52	630	618	780	763	24	25	1 533	1 458
Total de la provision pour pertes sur créances	204	134	705	682	1 115	1 084	24	25	2 048	1 925
Composition : Prêts	184	122	705	682	834	843	24	25	1 747	1 672
Autres instruments de crédit	20	12	-	-	281	241	-	-	301	253

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 36 millions de dollars ont été inscrits pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (34 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

Prêts restructurés

Il nous arrive à l'occasion de modifier les modalités contractuelles de prêts en raison de la mauvaise situation financière d'un emprunteur. Nous soumettons les prêts restructurés à un test de dépréciation conformément à nos politiques existantes d'évaluation de la dépréciation. Lorsque la restructuration donne lieu à des modifications de concession importantes des modalités contractuelles d'un prêt et que les concessions se font pour des raisons d'ordre économique ou juridique liées à des difficultés financières éprouvées par l'emprunteur dont nous ne tiendrions habituellement pas compte, le prêt est classé dans les prêts douteux. Nous prenons en compte les concessions, ou la combinaison de concessions, importantes suivantes : 1) une réduction du taux d'intérêt stipulé; 2) une prolongation de la date ou des dates d'échéance à un taux d'intérêt stipulé moindre que le taux de marché en vigueur pour un nouveau prêt assorti de modalités semblables; ou 3) une renonciation au principal ou aux intérêts courus.

Les prêts restructurés peuvent demeurer dans la catégorie des prêts productifs si les modifications ne sont pas considérées comme des concessions importantes ou ils peuvent être reclassés dans cette catégorie lorsqu'aucun critère de classement dans les prêts douteux ne continue de s'appliquer.

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 485 millions de dollars au 31 janvier 2014 (388 millions au 31 octobre 2013). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, des prêts restructurés d'un montant de 181 millions de dollars ont été classés comme productifs (155 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013). Des prêts restructurés de 6 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014 (59 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013).

Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014, nous avons inscrit des recouvrements nets de moins de 1 million de dollars relativement aux prêts d'AMCORE (des recouvrements nets de 14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

Prêts productifs acquis

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée dans la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées dans la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts. L'incidence de la réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe s'est chiffrée pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 à néant à l'égard de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à 6 millions à l'égard des revenus nets d'intérêts (néant à l'égard de la dotation à la provision pour pertes sur créances et 70 millions à l'égard des revenus nets d'intérêts pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement des prêts productifs renouvelables sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 14 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (36 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements en espèces sont reçus. L'incidence des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 45 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (65 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances en lien avec ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode comptable que nous appliquons aux prêts que nous montons. L'incidence globale des prêts productifs acquis sur les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances s'est chiffrée à 34 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (82 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

Au 31 janvier 2014, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 16,5 milliards de dollars (16,6 milliards au 31 octobre 2013). Au 31 janvier 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs acquis, les prêts renouvelables et les autres prêts productifs s'établissait à 408 millions de dollars, à 142 millions et à 5 millions, respectivement (à 425 millions, à 156 millions et à 6 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 555 millions de dollars, une tranche de 248 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances futures qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. La tranche restante de 307 millions de dollars correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts douteux acquis

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une

dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une reprise de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 117 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (reprise de 59 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

Au 31 janvier 2014, le montant résiduel des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 0,6 milliard de dollars (0,7 milliard au 31 octobre 2013). Au 31 janvier 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à 51 millions de dollars (128 millions au 31 octobre 2013).

Engagements et lettres de crédit non financés repris

En lien avec notre acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), nous avons constaté un passif lié aux engagements et lettres de crédit non financés.

Au 31 janvier 2014, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux engagements et lettres de crédit non financés acquis se chiffrait à 11 millions de dollars (15 millions au 31 octobre 2013).

Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit en raison de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux titres de créance, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux et le risque de migration du crédit et de défaillance. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires autres que de négociation (structurelles).

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte dans le cas où nous ne serions pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsque ces engagements arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris nos obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, et ce, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle au maintien de la confiance des déposants et à la stabilité du bénéfice.

Les principales mesures au 31 janvier 2014 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 28 à 35 de notre Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

Note 5 : Garanties

Dans le cadre normal des activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou de respecter ses autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 13 846 millions de dollars au 31 janvier 2014 (13 470 millions au 31 octobre 2013). La majorité de ces engagements ont une échéance d'au plus un an. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis en lien avec ces engagements.

Au 31 janvier 2014, un montant de 44 millions de dollars (41 millions au 31 octobre 2013) était inclus dans les autres passifs relativement à des parties qui étaient visées par un cautionnement bancaire et qui n'étaient pas en mesure de satisfaire à leur obligation envers des tiers.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution advenant que ces programmes ne puissent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 4 485 millions de dollars au 31 janvier 2014 (4 512 millions au 31 octobre 2013). Au 31 janvier 2014, une somme de 94 millions était en cours sur des facilités utilisées conformément aux modalités des concours de trésorerie (145 millions au 31 octobre 2013).

Rehaussements de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des rehaussements partiels de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA que nous administrons ou qui le sont par des tiers. Les rehaussements de crédit sont compris dans les concours de trésorerie.

Facilité de financement de premier rang

En plus de notre investissement dans les billets visés par l'Accord de Montréal, nous avons accordé une facilité de prêt de premier rang de 197 millions de dollars au 31 janvier 2014 (232 millions au 31 octobre 2013). Aucun montant n'y avait été prélevé au 31 janvier 2014 ou au 31 octobre 2013.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsqu'ils obligent l'émetteur à faire des paiements afin de rembourser à leur porteur le montant d'une perte qu'il a subie parce qu'un débiteur a omis de faire les paiements au moment prévu par les modalités d'un instrument de créance. Afin de réduire les risques liés à ces dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Les swaps sur défaillance position vendeur exigent que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit lié à un engagement de référence précis, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, soit 12 182 millions de dollars au 31 janvier 2014 (13 288 millions au 31 octobre 2013). La durée de ces contrats varie de moins de un an à 10 ans. La juste valeur des passifs dérivés connexes incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 92 millions au 31 janvier 2014 (102 millions au 31 octobre 2013).

Garanties fournies à des bourses et à des chambres de compensation

Nous sommes membre de plusieurs bourses de valeurs mobilières, de marchés à terme et de chambres de compensation. L'adhésion à certaines de ces organisations pourrait nous obliger à nous acquitter d'une quote-part des pertes de celles-ci si un autre membre manque à ses engagements. De telles obligations varient selon l'organisation et peuvent se limiter aux membres qui traitent avec celui qui est en situation de défaut, au montant relatif à notre apport au fonds de garantie du membre ou au montant stipulé dans le contrat d'adhésion. Il est difficile d'estimer notre risque maximal aux termes de tels contrats puisque cela exigerait d'évaluer les réclamations futures qui pourraient nous être faites par suite d'événements qui ne se sont pas encore produits. Nous estimons que, d'après les résultats passés, le risque de perte est minime.

Conventions d'indemnisation

Dans le cadre normal des activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnités générales. Ces indemnités sont habituellement en rapport avec des ventes d'actifs, des placements de titres, des contrats de service, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur dérivés et des contrats de crédit-bail. Nous détenons également des activités de prêt de titres en vertu desquelles des titres appartenant à des clients sont prêtés à des emprunteurs dont le risque de crédit a été évalué selon le même processus d'évaluation du risque de crédit que celui employé pour des prêts et d'autres actifs de crédit. Dans le cadre de ces activités, nous procurons aux prêteurs des indemnités contre les pertes découlant de l'incapacité des emprunteurs de remettre les titres prêtés à l'échéance. Tous les emprunts sont entièrement garantis par des liquidités ou des titres négociables. Lorsque des titres sont prêtés, nous exigeons que les emprunteurs maintiennent une garantie minimale correspondant à 100 % de la juste valeur des titres empruntés. La garantie est réévaluée quotidiennement. Le montant des titres prêtés faisant l'objet d'indemnités s'établissait à 5 118 millions de dollars au 31 janvier 2014 (4 778 millions au 31 octobre 2013). Aucun montant ne figurait dans notre bilan consolidé au 31 janvier 2014 ou au 31 octobre 2013 au titre de ces indemnités.

Note 6 : Titrisation

Nous titrisons périodiquement des prêts pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des fiducies (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte destinés à des investisseurs.

Le tableau qui suit présente les valeurs comptables d'éléments liés aux activités de titrisation effectuées avec des tiers figurant dans notre bilan consolidé ainsi que les passifs connexes, relativement à chaque catégorie d'actifs du bilan.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2014 1), 2)		31 octobre 2013	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	10 089		9 956	
Autres actifs connexes	7 006		8 660	
Total	17 095	16 775	18 616	18 235

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 188 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 17 104 millions, pour une position nette de 84 millions. Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, nous avons vendu des prêts de 906 millions de dollars à des programmes de titrisation de tiers (1 435 millions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013).

Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Note 7 : Entités structurées

Le 1^{er} novembre 2013, nous avons adopté l'IFRS 10. Se reporter à la note 1 pour un sommaire des ajustements de transition. Les montants inscrits au bilan et le risque maximal de perte liés aux entités structurées qui ne sont pas consolidées sont résumés dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2014			31 octobre 2013		
	Entités de capital et de financement 3)	Entités de titrisation canadiennes des clients 2)	Entités de gestion de placements structurés	Entités de capital et de financement 3)	Entités de titrisation canadiennes des clients	Entités de gestion de placements structurés
Trésorerie	8	-	-	8	-	-
Titres de négociation	2	33	11 626	2	13	12 120
Titres disponibles à la vente	-	804	-	-	721	-
Autres	-	-	95	-	-	119
	10	837	11 721	10	734	12 239
Dépôts	1 274	-	6 334	1 254	-	6 584
Dérivés	-	-	872	-	-	985
Autres	-	-	4 450	20	-	4 582
	1 274	-	11 656	1 274	-	12 151
Risque de perte						
Titres détenus	2	837	11 626	2	734	12 116
Facilités utilisées	12	-	-	12	-	-
Facilités non utilisées 1)	43	3 800	s. o.	43	3 866	s. o.
Actifs dérivés	-	-	-	-	-	-
	57	4 637	11 626	57	4 600	12 116

1) Ces facilités constituent les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients. La majorité des concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients ne visaient pas un soutien de crédit au 31 janvier 2014 ni au 31 octobre 2013.

2) Les titres détenus qui sont émis par nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

3) Depuis que nous avons adopté l'IFRS 10, nous ne consolidons plus la Fiducie de capital BMO II ni la Fiducie de billets secondaires BMO puisque nous ne sommes pas exposés et n'avons pas droit aux rendements variables des fiducies qui détiennent les billets que nous émettons.

s. o. - sans objet

Les montants inscrits au bilan et le risque maximal de perte liés aux entités structurées qui sont consolidées sont résumés dans le tableau suivant. La totalité des opérations et soldes intersociétés entre nous et les entités structurées consolidées ont été éliminés au moment de la consolidation.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2014					31 octobre 2013				
	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation des clients américaine	Entité de protection du crédit	Entités de gestion de placements structurés	Fiducies de capital et de financement 3)	Entités de titrisation de la Banque	Entité de titrisation des clients américaine	Entité de protection du crédit 1)	Entités de gestion de placements structurés 2)	Fiducies de capital et de financement 3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	3	388	7	435	-	370	1 430	7	311
Titres de négociation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts	7 369	4 187	-	-	19 698	7 190	3 537	-	-	20 717
Autres	12	3	-	-	19	25	3	-	-	40
	7 381	4 193	388	7	20 152	7 215	3 910	1 430	7	21 068
Dépôts	-	3 853	-	-	-	-	3 578	-	-	-
Autres	4 928	2	162	7	5	4 328	2	530	7	18
	4 928	3 855	162	7	5	4 328	3 580	530	7	18
Risque de perte										
Titres détenus	1 493	-	252	-	840	1 499	-	922	-	840
Facilités utilisées	-	264	-	-	17 701	-	264	-	-	18 595
Facilités non utilisées	-	5 214	-	-	9 350	-	4 417	-	-	8 455
Actifs dérivés	-	-	15	-	121	-	-	20	-	84
	1 493	5 478	267	-	28 012	1 499	4 681	942	-	27 974

1) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, la facilité de financement de premier rang fournie à notre entité de protection du crédit a été résiliée.

2) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2013, Links Finance Corporation a vendu ses actifs résiduels et a remboursé en totalité notre facilité de trésorerie.

3) Le solde des prêts est constitué essentiellement des prêts hypothécaires transférés dans nos programmes d'obligations couvertes. Les prêts hypothécaires en excédent du montant des obligations couvertes en cours et du montant des surnantissements minimaux requis aux termes de ces programmes sont rapidement disponibles pour la Banque. Les facilités non utilisées ont également principalement trait à nos programmes d'obligations couvertes, et la Banque conserve le pouvoir de décider si les facilités sont utilisées ou non.

Note 8 : Acquisitions

Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, ce qui englobe toute contrepartie conditionnelle. Les frais connexes à l'acquisition sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables repris et la contrepartie conditionnelle sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué comme étant l'excédent du total de la contrepartie transférée sur le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Les résultats opérationnels des entreprises acquises sont pris en compte dans nos états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

Aver Media LP (Aver)

Le 1^{er} avril 2013, nous avons conclu l'acquisition des actifs d'Aver Media LP, une société fermée canadienne spécialisée dans le financement des médias du cinéma et de la télévision, pour une contrepartie en trésorerie de 260 millions de dollars, sous réserve d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur l'actif net, majorée d'une contrepartie conditionnelle d'environ 10 millions de dollars à verser au cours des 18 mois suivant la date d'acquisition. Des coûts de 1 million de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2013. Cette acquisition vise principalement le portefeuille de prêts d'Aver qui nous offre de nouvelles possibilités d'intensification de nos activités liées aux prêts aux entreprises par l'affirmation de notre présence au sein du secteur de la production cinématographique et télévisuelle. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie de façon accélérée sur 10 ans. Aver fait partie de l'unité d'exploitation PE Canada. L'acquisition a été comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises.

Entreprise de gestion de patrimoine en Asie (EGPA)

Le 25 janvier 2013, nous avons conclu l'acquisition d'une entreprise de gestion de patrimoine en Asie pour une contrepartie en trésorerie de 33 millions de dollars. Au cours de 2013, le prix d'achat a augmenté à 34 millions de dollars, en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. En 2013, des coûts de 4 millions de dollars liés à l'acquisition ont été inscrits dans le poste autres des charges autres que d'intérêts de notre état consolidé des résultats. L'entreprise offre des services de banque privée à des clients fortunés de la région Asie-Pacifique et donne à BMO des occasions importantes d'élargir son offre de services aux clients à valeur nette élevée de cette région. L'écart d'acquisition lié à cette transaction est déductible aux fins fiscales. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu une immobilisation incorporelle constituée de relations clients, laquelle est amortie selon le mode linéaire sur 15 ans, et des immobilisations incorporelles constituées de logiciels, qui sont amortis sur leur durée d'utilité résiduelle. EGPA fait partie de notre unité d'exploitation Gestion de patrimoine.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimées des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

(en millions de dollars canadiens)

	2013	
	Aver	EGPA
Ressources en trésorerie	-	434
Prêts	232	310
Bureaux et matériel	-	1
Écart d'acquisition	20	17
Immobilisations incorporelles	16	17
Autres actifs	3	2
Total des actifs	271	781
Dépôts	-	746
Autres passifs	1	1
Total des passifs	1	747
Prix d'achat	270	34

La ventilation du prix d'achat d'Aver pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

F&C Asset Management plc (F&C)

Le 28 janvier 2014, nous avons annoncé que nous avons conclu une entente visant à acquérir la totalité des actions de F&C Asset Management plc (F&C), gestionnaire de placements dont le siège social est situé au Royaume-Uni. Le prix d'achat total s'élève à environ 708 millions de livres sterling (ce qui équivaut à environ 1,3 milliard de dollars canadiens). Sous réserve de l'approbation des actionnaires de F&C et du respect de toutes les conditions des organismes de réglementation et autres conditions, l'acquisition devrait se conclure au troisième trimestre de 2014 et elle accroîtra la portée et l'ampleur de notre portefeuille lié à la gestion de patrimoine. F&C fera partie de notre unité d'exploitation Gestion de patrimoine.

Note 9 : Écart d'acquisition

Lorsque nous procédons à une acquisition, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les immobilisations incorporelles identifiables, et aux passifs repris. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas amorti.

Aucune perte de valeur pour dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été constatée au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014 ou du trimestre clos le 31 janvier 2013.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'écart d'acquisition, par unité génératrice de trésorerie, pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 et l'exercice clos le 31 octobre 2013.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Gestion de placement	Gestion mondiale d'actifs	Gestion bancaire privée	Assurance	Gestion de patrimoine Total	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise Technologie et opérations	Total
	PE Canada	PE États-Unis	Total								
Écart d'acquisition au 31 octobre 2012	48	2 594	2 642	68	381	357	2	808	194	-	3 644
Acquisitions durant l'exercice	20	-	20	-	-	17	-	17	-	-	37
Autres 1)	1	108	109	-	7	17	-	24	5	-	138
Écart d'acquisition au 31 octobre 2013	69	2 702	2 771	68	388	391	2	849	199	-	3 819
Acquisitions durant la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres 1)	(1)	185	184	-	13	26	-	39	10	-	233
Écart d'acquisition au 31 janvier 2014	68 2)	2 887 3)	2 955	68 4)	401 5)	417 6)	2 7)	888	209 8)	-	4 052

1) Les autres variations de l'écart d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens de l'écart d'acquisition libellé en monnaies étrangères ainsi que les ajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement bcpbank Canada, Diners Club et Aver Media LP. Le 1^{er} novembre 2013, nous avons adopté l'IFRS 11. L'écart d'acquisition de 73 millions de dollars lié à notre coentreprise est maintenant inclus dans le solde des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, dans les autres titres de participation. Se reporter à la note 1 pour l'incidence de l'adoption de l'IFRS 11.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank, Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., AMCORE et M&I.

4) Concerne BMO Nesbitt Burns Inc.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée, Pyrford International plc, Integra GRS, LGM et M&I.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc., Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc., M&I, CTC Consulting, LLC et l'EGPA.

7) Concerne AIG.

8) Concerne Gerard Klauer Mattison Co., Inc., BMO Nesbitt Burns Inc., Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., Paloma Securities LLC et M&I.

Note 10 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 3)		Total	
	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2014	31 octobre 2013	31 janvier 2014	31 octobre 2013
Catégories de déposants :										
Banques	1 183	679	1 048	928	2 828	4 076	21 871	14 908	26 930	20 591
Entreprises et administrations publiques	13 353	13 947	25 278	23 535	55 743	54 178	145 973	130 686	240 347	222 346
Particuliers	2 806	2 579	11 845	11 448	73 413	69 853	43 052	41 552	131 116	125 432
Total 1), 2)	17 342	17 205	38 171	35 911	131 984	128 107	210 896	187 146	398 393	368 369
Domiciliation :										
Canada	15 582	15 440	26 425	25 601	75 795	76 414	118 950	109 574	236 752	227 029
États-Unis	1 200	1 153	11 629	10 211	55 645	51 262	68 258	59 800	136 732	122 426
Autres pays	560	612	117	99	544	431	23 688	17 772	24 909	18 914
Total	17 342	17 205	38 171	35 911	131 984	128 107	210 896	187 146	398 393	368 369

1) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Au 31 janvier 2014 et au 31 octobre 2013, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 27 953 millions de dollars et 19 496 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2014 et au 31 octobre 2013, les dépôts comprenaient des dépôts de 201 938 millions de dollars et de 176 236 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 6 201 millions et de 4 822 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

3) Comprend des dépôts de 186 827 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 99 999 millions étaient domiciliés au Canada, 63 141 millions, aux États-Unis et 23 687 millions, dans d'autres pays (161 941 millions, 89 378 millions, 54 791 millions et 17 772 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Des dépôts de 99 999 millions domiciliés au Canada, 38 027 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 3 695 millions, dans trois à six mois, 7 091 millions, dans six à douze mois et 51 186 millions, dans plus de douze mois (89 378 millions, 31 304 millions, 4 079 millions, 6 861 millions et 47 134 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Nous détenons des actifs liquides non grevés nets de 180 675 millions de dollars pour soutenir ces dépôts et d'autres éléments des passifs-dépôts (160 641 millions au 31 octobre 2013).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables – se reporter à la note 1.

Les dépôts à vue sont constitués essentiellement des comptes de chèques de nos clients, comptes dont certains sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer des fonds de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à payer à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 janvier 2014, le solde des fonds fédéraux empruntés se chiffrait à 2 342 millions de dollars (181 millions au 31 octobre 2013).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 5 847 millions de dollars au 31 janvier 2014 (4 753 millions au 31 octobre 2013).
- Les obligations couvertes, qui totalisaient 8 485 millions de dollars au 31 janvier 2014 (7 964 millions au 31 octobre 2013).

Note 11 : Capital social

Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013, nous n'avons ni émis ni racheté d'actions privilégiées.

Le 24 janvier 2014, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité de nos actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif – série 18 le 25 février 2014 au prix de rachat de 25,00 \$ par action majoré des dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Le 30 janvier 2014, nous avons annoncé que nous avons reçu l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX) et du BSIF pour procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités sur la TSX dans le but de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires à compter du 1^{er} février 2014 jusqu'au 31 janvier 2015. Les dates et les montants des achats effectués en vertu du programme seront déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et la suffisance du capital. La Banque consultera régulièrement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, nous n'avons racheté aucune action dans le cadre de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Capital social en circulation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2014		31 octobre 2013		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	actions privilégiées – catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 2)
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 2)
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 2)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	11 600 000	290	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 2)
		2 265		2 265	
Actions ordinaires 3)	644 598 227	12 033	644 129 945	12 003	
Capital social		14 298		14 268	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2013, aux pages 163 à 167 de notre Rapport annuel 2013.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 15 571 099 actions ordinaires au 31 janvier 2014 (15 801 966 actions ordinaires au 31 octobre 2013).

Note 12 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2014, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital à cette date est décrite à la section qui traite de la gestion du capital, aux pages 13 à 15 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre.

Note 13 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, nous avons attribué un total de 1 618 223 options sur actions (2 003 446 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2013). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant le trimestre clos le 31 janvier 2014 a été de 6,36 \$ l'option (5,29 \$ l'option durant le trimestre clos le 31 janvier 2013).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

	31 janvier 2014	31 janvier 2013
Options sur actions attribuées durant les périodes de trois mois closes le		
Taux de dividende attendu	5,0 %	6,0 % - 6,2 %
Volatilité attendue du cours des actions	16,4 %	18,1 % - 18,6 %
Taux de rendement sans risque	2,5 % - 2,6 %	1,7 % - 1,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	5,5 - 7,0

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimées différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2014	31 janvier 2013	31 janvier 2014	31 janvier 2013
Pour les périodes de trois mois closes le				
Prestations constituées des employés	60	58	6	6
Coût financier net	(2)	1	13	12
Charges administratives et impôts	1	1	-	-
Charge au titre des prestations définies	59	60	19	18
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	16	16	-	-
Charge au titre des cotisations définies	2	2	-	-
Total des charges de retraite et des autres avantages futurs du personnel	77	78	19	18

Le tableau ci-dessus reflète les nouvelles exigences comptables aux termes de l'IAS 19. Se reporter à la note 1 pour un sommaire des ajustements de transition aux termes de l'IAS 19.

Note 14 : Bénéfice par action

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le	
	31 janvier 2014	31 janvier 2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 048	1 018
Dividendes sur les actions privilégiées	(28)	(33)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 020	985
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	644 434	651 442
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	1,58	1,51

Bénéfice dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le	
	31 janvier 2014	31 janvier 2013
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 020	985
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	644 434	651 442
Options sur actions pouvant être exercées 1)	11 286	9 314
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(9 000)	(8 124)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	646 720	652 632
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	1,58	1,51

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 821 712 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 234,92 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (4 648 911 options d'un prix moyen pondéré de 145,33 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2013), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Bénéfice de base par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant notre bénéfice net, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Bénéfice dilué par action

Le bénéfice dilué par action représente ce que notre bénéfice par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre bénéfice par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation à l'ouverture de l'exercice, soit à partir de la date d'émission dans le cas des instruments émis au cours de l'exercice.

Options sur actions des membres du personnel

Pour déterminer notre bénéfice dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour la période avaient été exercées. Si les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour la période. Notre ajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre bénéfice par action plutôt que de le diluer.

Note 15 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le bénéfice net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des charges autres que d'intérêts aux revenus (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation ajusté.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) servent notre clientèle des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par l'entremise d'un réseau de succursales BMO Banque de Montréal intégré national, de guichets automatiques et de services bancaires par téléphone, en ligne et par téléphonie mobile, de même que de spécialistes en prêts hypothécaires et de planificateurs financiers. Les Services bancaires aux particuliers offrent des solutions financières en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit. Les Services bancaires aux entreprises offrent à notre clientèle de petites entreprises, de PME et de moyennes entreprises un large éventail de produits intégrés destinés aux entreprises et de produits intégrés des marchés financiers, ainsi que des services-conseils financiers.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) offrent une vaste gamme de produits et services aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises. Nous répondons aux besoins des particuliers ainsi que des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de notre réseau de succursales BMO Harris Bank, de centres d'appels, de plateformes de services bancaires en ligne et par téléphonie mobile et de guichets automatiques dans huit États.

Gestion de patrimoine

Le groupe de Gestion de patrimoine de BMO sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée et aux clients institutionnels, et propose un large éventail de produits et solutions de gestion de patrimoine, y compris des produits d'assurance. La Gestion de patrimoine (GP) exerce ses activités au Canada et aux États-Unis ainsi que dans certains marchés mondiaux tels que l'Asie et l'Europe.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) fournit des services de mobilisation de fonds, des services-conseils stratégiques en matière de gestion des risques, des services de vente intégrés et des services de recherche et de négociation aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques du Canada, des États-Unis et d'ailleurs dans le monde.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O).

Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, le marketing, les communications et les ressources humaines. T&O fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition à BMO Groupe financier.

Les coûts des services des unités fonctionnelles et de T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (PE, GP et BMO MC) et seuls des montants relativement peu élevés sont conservés dans les résultats des Services d'entreprise. Par conséquent, les résultats opérationnels des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence de certaines activités de gestion des actifs et des passifs, de l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, des résultats liés à certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers, de l'incidence comptable des prêts acquis, des activités de crédit structuré en voie de liquidation, des coûts d'intégration, des ajustements apportés à la provision générale pour pertes sur créances et des coûts de restructuration.

Base de présentation

La présentation des résultats de ces groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les méthodes comptables utilisées par ces groupes sont généralement les mêmes que celles employées pour la préparation de nos états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Une différence notable dans les mesures comptables est l'ajustement sur une base d'imposition comparable, comme il est expliqué ci-après. De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés entre des groupes clients et des unités des Services d'entreprise afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, la répartition des revenus et des charges est révisée afin de mieux correspondre à l'expérience actuelle. Les résultats des périodes antérieures sont retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Base d'imposition comparable

Nous analysons les revenus nets d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base tient compte d'un ajustement qui augmente les revenus comptables et la charge d'impôts sur le résultat comptable d'un montant portant sur les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ils sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. Les ajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés au niveau des Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière des groupes d'exploitation. Nous attribuons les charges directement liées à la génération de revenus aux groupes qui ont gagné ceux-ci. Les charges qui ne sont pas directement liées à la génération de revenus, comme les frais généraux, sont réparties entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Les revenus nets d'intérêts des groupes d'exploitation reflètent les débits et les crédits liés au financement interne à l'égard des actifs, des passifs et du capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des modalités et des monnaies étrangères appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces débits et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités essentiellement au Canada et aux États-Unis, mais nous en menons également au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous l'élément Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des charges connexes, sauf pour ce qui est des dotations consolidées à la provision pour pertes sur créances, dotations qui sont réparties en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 2)	Total
Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2014 1)						
Revenus nets d'intérêts	1 194	606	140	261	(88)	2 113
Revenus autres que d'intérêts	408	142	727	713	19	2 009
Total des revenus	1 602	748	867	974	(69)	4 122
Dotation à la provision pour pertes sur créances	141	19	(1)	(1)	(59)	99
Amortissement	38	44	21	13	64	180
Charges autres que d'intérêts	775	457	623	596	53	2 504
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	648	228	224	366	(127)	1 339
Charge d'impôts sur le résultat	164	62	49	89	(86)	278
Bénéfice net comptable	484	166	175	277	(41)	1 061
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	13	13
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	484	166	175	277	(54)	1 048
Actifs moyens	187 870	68 805	23 098	255 197	45 186	580 156
Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013 1)						
Revenus nets d'intérêts	1 123	587	136	289	113	2 248
Revenus autres que d'intérêts	380	156	642	606	-	1 784
Total des revenus	1 503	743	778	895	113	4 032
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	32	2	(15)	31	178
Amortissement	36	43	20	11	60	170
Charges autres que d'intérêts	744	414	551	513	178	2 400
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	595	254	205	386	(156)	1 284
Charge d'impôts sur le résultat	148	75	43	88	(106)	248
Bénéfice net comptable	447	179	162	298	(50)	1 036
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	-	-	18	18
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	447	179	162	298	(68)	1 018
Actifs moyens	171 352	62 388	21 248	252 907	46 153	554 048

1) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Base de présentation.

2) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables – se reporter à la note 1.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens présentés par région.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2014	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenus nets d'intérêts	1 345	729	39	2 113
Revenus autres que d'intérêts	1 326	584	99	2 009
Total des revenus	2 671	1 313	138	4 122
Dotation à la provision pour pertes sur créances	131	(31)	(1)	99
Amortissement	106	70	4	180
Charges autres que d'intérêts	1 542	881	81	2 504
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	892	393	54	1 339
Charge d'impôts sur le résultat	178	96	4	278
Bénéfice net comptable	714	297	50	1 061
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	-	-	13
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	701	297	50	1 048
Actifs moyens	366 544	192 936	20 676	580 156
Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013				
Revenus nets d'intérêts	1 345	889	14	2 248
Revenus autres que d'intérêts	1 222	460	102	1 784
Total des revenus	2 567	1 349	116	4 032
Dotation à la provision pour pertes sur créances	133	46	(1)	178
Amortissement	101	67	2	170
Charges autres que d'intérêts	1 439	897	64	2 400
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	894	339	51	1 284
Charge d'impôts sur le résultat	180	65	3	248
Bénéfice net comptable	714	274	48	1 036
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	13	5	-	18
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	701	269	48	1 018
Actifs moyens	347 272	185 882	20 894	554 048

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés de façon à ce que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude et à ce qu'ils reflètent les modifications de méthodes comptables - se reporter à la note 1.

Note 16 : Instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2013, aux pages 178 à 184 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)			31 janvier 2014			31 octobre 2013
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
Actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 112	34 112	-	26 089	26 089	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	6 586	6 586	-	6 518	6 518	-
Valeurs mobilières	150 941	152 446	1 505	135 800	137 322	1 522
Titres pris en pension ou empruntés	53 579	53 579	-	39 799	39 799	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	97 321	96 951	(370)	96 392	95 944	(448)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 610	63 871	(739)	63 640	62 770	(870)
Prêts sur cartes de crédit	7 963	7 710	(253)	7 870	7 619	(251)
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	112 396	110 946	(1 450)	104 585	103 268	(1 317)
	282 290	279 478	(2 812)	272 487	269 601	(2 886)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 207	9 162	(45)	8 472	8 437	(35)
Provision pour pertes sur créances 1)	(1 747)	-	1 747	(1 665)	-	1 665
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	289 750	288 640	(1 110)	279 294	278 038	(1 256)
Instruments dérivés	37 502	37 502	-	30 259	30 259	-
Bureaux et matériel	2 220	2 220	-	2 168	2 168	-
Écart d'acquisition	4 052	4 052	-	3 819	3 819	-
Immobilisations incorporelles	1 558	1 558	-	1 511	1 511	-
Actifs d'impôt exigible	1 030	1 030	-	1 065	1 065	-
Actifs d'impôt différé	2 986	2 986	-	3 027	3 027	-
Actifs divers	8 346	8 346	-	7 695	7 695	-
	592 662	593 057	395	537 044	537 310	266
Passifs						
Dépôts	398 393	398 591	198	368 369	368 521	152
Instruments dérivés	36 843	36 843	-	31 974	31 974	-
Acceptations	9 207	9 207	-	8 472	8 472	-
Titres vendus à découvert	26 646	26 646	-	22 446	22 446	-
Titres mis en pension ou prêtés	44 789	44 789	-	28 884	28 884	-
Passifs d'impôt exigible	386	386	-	438	438	-
Passifs d'impôt différé	115	115	-	107	107	-
Passifs divers	39 585	39 997	412	41 179	41 457	278
Dette subordonnée	3 983	4 202	219	3 996	4 217	221
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	32 715	32 715	-	31 179	31 179	-
	592 662	593 491	829	537 044	537 695	651
Total des ajustements à la juste valeur			(434)			(385)

La provision pour pertes sur créances est exclue du calcul de la juste valeur des prêts étant donné que la juste valeur tient déjà compte d'un ajustement au titre des pertes futures prévues sur les prêts.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une baisse de 12 millions de dollars des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (hausse de 8 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013). Ce montant tient compte d'une augmentation de 2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux (diminution de 14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et d'autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus en vue de couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur, qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux et qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et le 31 janvier 2014, correspond à une perte latente de 50 millions de dollars. Nous pouvons prendre des positions pour gérer notre exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 31 janvier 2014, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 6 780 millions de dollars et de 6 866 millions (5 928 millions et 6 028 millions, respectivement, au 31 octobre 2013). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur, et la variation de la juste valeur de ces éléments est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts. La juste valeur de ces investissements était de 5 946 millions de dollars au 31 janvier 2014 (5 766 millions au 31 octobre 2013) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 156 millions de dollars des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (diminution de 46 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de rente à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des rentes et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des rentes, soit 340 millions de dollars au 31 janvier 2014 (329 millions au 31 octobre 2013), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs a donné lieu à une baisse de 8 millions de dollars des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (baisse de 4 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des rentes sont également comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

Les passifs au titre des billets émis par notre entité de protection de crédit et par notre entité de gestion de placements structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur. Cela élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs et de compenser les variations de la juste valeur des investissements et des dérivés émis par ces entités sur des bases différentes. La juste valeur de ces passifs, soit 145 millions de dollars au 31 janvier 2014 (511 millions de dollars au 31 octobre 2013), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de leur juste valeur a donné lieu à une hausse de moins de 1 million de dollars des revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (baisse de 11 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 501 millions de dollars au 31 janvier 2014 (488 millions au 31 octobre 2013) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 5 millions de dollars des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts pour le trimestre clos le 31 janvier 2014 (diminution de 11 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2013).

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes comportant des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2014			31 octobre 2013		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
Titres de négociation						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	10 584	1 162	-	9 913	911	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 503	4 577	-	1 988	3 723	-
l'administration fédérale américaine	8 465	-	-	5 903	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	743	83	-	681	78
d'autres administrations publiques	152	21	-	132	4	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	119	561	-	165	487	-
Titres de créance d'entreprises	3 270	8 526	744	2 800	7 465	822
Titres de participation d'entreprises	32 999	11 448	-	28 073	12 014	-
	58 092	27 038	827	48 974	25 285	900
Titres disponibles à la vente						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	10 988	4	-	13 111	4	-
des provinces et municipalités canadiennes	2 420	2 138	-	1 941	1 757	-
l'administration fédérale américaine	6 663	-	-	4 660	-	-
des municipalités, agences et États américains	3	5 707	2	3	5 388	1
d'autres administrations publiques	4 394	2 123	-	3 992	2 171	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	1 319	7 987	-	1 901	6 904	-
Titres de créance d'entreprises	5 532	4 798	12	5 340	4 947	30
Titres de participation d'entreprises	438	142	1 066	460	151	949
	31 757	22 899	1 080	31 408	21 322	980
Titres divers	-	-	501	-	-	488
Passifs à la juste valeur						
Titres vendus à découvert	23 667	2 979	-	20 024	2 422	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	6 925	-	-	6 439	-
Passifs au titre des rentes	-	340	-	-	329	-
	23 667	10 244	-	20 024	9 190	-
Actifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	8	22 354	-	7	22 215	-
Contrats de change	17	13 590	-	9	6 663	-
Contrats sur produits de base	801	126	-	673	66	-
Contrats sur titres de participation	14	510	-	16	520	-
Swaps sur défaillance	-	56	26	-	62	28
	840	36 636	26	705	29 526	28
Passifs dérivés						
Contrats de taux d'intérêt	11	21 055	-	8	21 516	-
Contrats de change	31	12 437	-	5	6 443	-
Contrats sur produits de base	681	122	-	695	138	-
Contrats sur titres de participation	93	2 321	-	70	2 997	-
Swaps sur défaillance	-	74	18	-	83	19
	816	36 009	18	778	31 177	19

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

L'analyse de sensibilité au 31 janvier 2014 pour les instruments de niveau 3 les plus importants, soit les titres pour lesquels plus de 10 % des instruments sont classés dans le niveau 3, est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des titres de créance d'entreprises de 744 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur rendement total et des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. L'analyse de sensibilité des produits structurés est réalisée pour l'ensemble de ces produits et elle est décrite ci-après dans la section portant sur les dérivés.

Les titres disponibles à la vente de niveau 3 comprennent des titres de participation d'entreprises d'un montant de 594 millions de dollars se rapportant aux Federal Reserve Banks et aux Federal Home Loan Banks des États-Unis que nous détenons pour respecter les exigences des organismes de réglementation américains ainsi que d'un montant de 472 millions se rapportant à des placements en titres de participation de sociétés fermées. L'évaluation de ces placements exige que la direction exerce un jugement étant donné l'absence de prix cotés sur les marchés, le manque possible de liquidités et la nature à long terme de ces actifs. Chaque trimestre, l'évaluation de ces placements est réexaminée à la lumière de données pertinentes sur chaque société et sur le secteur en général, y compris le bénéfice net historique et le bénéfice net prévu, la situation du crédit et de trésorerie, ainsi que les récentes transactions, le cas échéant. Comme l'évaluation de ces placements n'est pas effectuée à partir de modèles, aucune analyse de sensibilité pour cette catégorie n'est effectuée.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés de niveau 3 comprenaient, au 31 janvier 2014, des sommes de 26 millions de dollars et de 18 millions, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction de prix externes obtenus de courtiers pour des produits structurés similaires. Lorsqu'aucune information externe sur les prix n'est disponible, nous avons recours à des modèles standards sur le marché pour modéliser la composition des garanties particulières et la structure des flux de trésorerie liées à la transaction. Les écarts du marché pour chaque cote de crédit, le type de garantie et les autres modalités contractuelles pertinentes constituent les principales données du modèle. L'incidence de l'hypothèse d'une hausse ou d'une baisse de 10 points de base des écarts du marché consisterait en une variation de la juste valeur de (1) million de dollars et de 1 million, respectivement.

Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, des titres de négociation de 15 millions de dollars ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 puisque des données de marché sont maintenant disponibles pour certains titres de créance d'entreprises.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et dans les autres éléments du résultat global.

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2014	Variation de la juste valeur		Inclus dans les autres éléments du résultat global	Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2014	Profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2013	Inclus dans le résultat								
Titres de négociation										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	78	5	-	-	-	-	-	-	83	5
Titres de créance d'entreprises	822	60	-	-	(55)	(68)	-	(15)	744	61
Total des titres de négociation	900	65	-	-	(55)	(68)	-	(15)	827	66
Titres disponibles à la vente										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	1	-	-	-	-	-	2	-
Titres de créance d'entreprises	30	(1)	-	-	(17)	-	-	-	12	1
Titres de participation d'entreprises	949	(6)	61	74	(12)	-	-	-	1 066	61
Total des titres disponibles à la vente	980	(7)	62	74	(29)	-	-	-	1 080	62
Titres divers	488	8	-	68	(63)	-	-	-	501	8
Actifs dérivés										
Swaps sur défaillance	28	(2)	-	-	-	-	-	-	26	(3)
Total des actifs dérivés	28	(2)	-	-	-	-	-	-	26	(3)
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	19	(1)	-	-	-	-	-	-	18	(2)
Total des passifs dérivés	19	(1)	-	-	-	-	-	-	18	(2)

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente les profits ou pertes latents sur les titres de négociation, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 janvier 2014 qui ont été portés en résultat au cours de la période. En ce qui concerne les titres disponibles à la vente, les profits ou pertes latents sur les titres toujours détenus au 31 janvier 2014 sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Note 17 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés de même que les exigences connexes en matière de quotités et de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 92 à 94 de notre Rapport annuel 2013.

										31 janvier 2014
(en millions de dollars canadiens)										
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 323	-	-	-	-	-	-	-	789	34 112
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 384	1 362	706	102	32	-	-	-	-	6 586
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	560	2 190	1 862	974	1 395	8 845	10 467	15 217	44 447	85 957
Titres disponibles à la vente	1 531	940	1 453	1 219	357	10 557	26 244	11 789	1 646	55 736
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	927	4 858	2 469	-	8 254
Titres divers	-	12	-	-	-	7	31	21	923	994
Total des valeurs mobilières	2 091	3 142	3 315	2 193	1 752	20 336	41 600	29 496	47 016	150 941
Titres pris en pension ou empruntés	42 461	9 100	1 624	225	169	-	-	-	-	53 579
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 134	1 944	4 410	3 654	2 844	19 590	54 551	9 149	45	97 321
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	380	508	887	734	800	5 329	23 529	9 437	23 006	64 610
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 963	7 963
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	5 884	8 931	5 861	2 525	11 351	9 953	32 399	7 111	28 381	112 396
Engagements de clients aux termes d'acceptations	3 695	5 053	459	-	-	-	-	-	-	9 207
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 747)	(1 747)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	11 093	16 436	11 617	6 913	14 995	34 872	110 479	25 697	57 648	289 750
Autres actifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	66	231	201	282	308	2 737	8 534	10 002	-	22 361
Contrats de change	2 104	1 740	923	473	481	2 459	3 331	2 097	-	13 608
Contrats sur produits de base	102	138	140	115	110	141	121	60	-	927
Contrats sur titres de participation	27	81	41	33	95	80	167	-	-	524
Contrats de crédit	-	1	2	2	1	5	54	17	-	82
Total des actifs dérivés	2 299	2 191	1 307	905	995	5 422	12 207	12 176	-	37 502
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 220	2 220
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	4 052	4 052
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 558	1 558
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	1 030	1 030
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	2 986	2 986
Autres	1 581	161	136	-	-	-	121	3 594	2 753	8 346
Total des autres actifs	3 880	2 352	1 443	905	995	5 422	12 328	15 770	14 599	57 694
Total des actifs	97 232	32 392	18 705	10 338	17 943	60 630	164 407	70 963	120 052	592 662

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier
2014

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	14 750	5 928	612	576	5	-	-	-	5 059	26 930
Entreprises et administrations publiques	35 810	30 105	12 673	5 894	7 983	16 827	27 938	8 743	94 374	240 347
Particuliers	2 768	2 979	4 763	5 201	5 406	7 116	13 322	1 497	88 064	131 116
Total des dépôts	53 328	39 012	18 048	11 671	13 394	23 943	41 260	10 240	187 497	398 393
Autres passifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	71	195	215	337	307	2 472	8 340	9 128	-	21 065
Contrats de change	869	1 533	691	491	348	2 825	3 866	1 845	-	12 468
Contrats sur produits de base	48	61	84	98	87	244	131	50	-	803
Contrats sur titres de participation	49	128	85	119	311	542	501	680	-	2 415
Contrats de crédit	-	1	1	4	2	11	54	19	-	92
Total des passifs dérivés	1 037	1 918	1 076	1 049	1 055	6 094	12 892	11 722	-	36 843
Acceptations	3 695	5 053	459	-	-	-	-	-	-	9 207
Titres vendus à découvert	26 646	-	-	-	-	-	-	-	-	26 646
Titres mis en pension ou prêtés	41 906	1 386	1 497	-	-	-	-	-	-	44 789
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	386	386
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	115	115
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	949	82	26	318	334	3 806	11 669	4 376	-	21 560
Autres	5 744	116	11	15	5	458	3 032	1 426	7 218	18 025
Total des autres passifs	79 977	8 555	3 069	1 382	1 394	10 358	27 593	17 524	7 719	157 571
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	3 883	-	3 983
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	32 715	32 715
Total des passifs et des capitaux propres	133 305	47 567	21 117	13 053	14 788	34 301	68 953	31 647	227 931	592 662

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier
2014

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 2)										
Crédits fermes 2)	1 302	1 896	4 321	3 732	3 433	13 852	48 851	1 288	-	78 675
Contrats de location simples	24	48	71	71	69	259	589	616	-	1 747
Contrats de garantie 2)	5 118	-	-	-	-	-	-	-	-	5 118
Obligations d'achat	65	130	201	193	195	646	1 024	275	-	2 729

2) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	25 323	-	-	-	-	-	-	-	766	26 089
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 592	1 295	471	84	76	-	-	-	-	6 518
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	1 209	1 284	480	1 521	442	4 781	10 593	14 762	40 087	75 159
Titres disponibles à la vente	2 026	3 628	1 439	2 076	2 820	6 729	22 170	11 262	1 560	53 710
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	562	4 864	606	-	6 032
Titres divers	-	-	18	-	-	3	34	17	827	899
Total des valeurs mobilières	3 235	4 912	1 937	3 597	3 262	12 075	37 661	26 647	42 474	135 800
Titres pris en pension ou empruntés	26 421	9 627	2 949	597	205	-	-	-	-	39 799
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	832	1 276	2 716	4 553	3 787	17 441	56 630	9 157	-	96 392
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	323	294	643	890	834	4 730	23 285	9 636	23 005	63 640
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 870	7 870
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6 018	7 589	5 090	4 050	8 978	9 697	30 574	5 087	27 502	104 585
Engagements de clients aux termes d'acceptations	4 883	3 037	552	-	-	-	-	-	-	8 472
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 665)	(1 665)
Total des prêts et des acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	12 056	12 196	9 001	9 493	13 599	31 868	110 489	23 880	56 712	279 294
Autres actifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	39	98	193	319	260	2 423	8 598	10 292	-	22 222
Contrats de change	685	665	605	244	149	1 608	1 515	1 201	-	6 672
Contrats sur produits de base	50	79	119	96	75	179	99	42	-	739
Contrats sur titres de participation	100	82	50	61	69	66	106	2	-	536
Contrats de crédit	-	1	2	4	2	5	56	20	-	90
Total des actifs dérivés	874	925	969	724	555	4 281	10 374	11 557	-	30 259
Bureaux et matériel	-	-	-	-	-	-	-	-	2 168	2 168
Écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	3 819	3 819
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	1 511	1 511
Actifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	1 065	1 065
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	3 027	3 027
Autres	1 561	148	137	-	-	-	14	3 320	2 515	7 695
Total des autres actifs	2 435	1 073	1 106	724	555	4 281	10 388	14 877	14 105	49 544
Total des actifs	74 062	29 103	15 464	14 495	17 697	48 224	158 538	65 404	114 057	537 044

31 octobre
2013

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	10 241	3 733	140	231	563	-	-	-	5 683	20 591
Entreprises et administrations publiques	26 265	29 217	10 490	6 149	5 547	13 970	30 598	8 506	91 604	222 346
Particuliers	2 253	3 761	5 203	4 618	5 513	7 228	11 450	1 526	83 880	125 432
Total des dépôts	38 759	36 711	15 833	10 998	11 623	21 198	42 048	10 032	181 167	368 369
Autres passifs										
Instruments dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	56	112	246	365	314	2 370	8 174	9 887	-	21 524
Contrats de change	472	931	658	251	156	1 462	1 619	899	-	6 448
Contrats sur produits de base	56	91	98	92	93	241	124	38	-	833
Contrats sur titres de participation	119	173	241	91	143	841	851	608	-	3 067
Contrats de crédit	-	1	1	2	5	14	60	19	-	102
Total des passifs dérivés	703	1 308	1 244	801	711	4 928	10 828	11 451	-	31 974
Acceptations	4 883	3 037	552	-	-	-	-	-	-	8 472
Titres vendus à découvert	22 446	-	-	-	-	-	-	-	-	22 446
Titres mis en pension ou prêtés	24 483	2 953	1 448	-	-	-	-	-	-	28 884
Passifs d'impôt exigible	-	-	-	-	-	-	-	-	438	438
Passifs d'impôt différé	-	-	-	-	-	-	-	-	107	107
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	1 221	1 481	998	-	318	3 295	10 395	4 653	-	22 361
Autres	6 793	140	13	5	26	427	3 205	1 255	6 954	18 818
Total des autres passifs	60 529	8 919	4 255	806	1 055	8 650	24 428	17 359	7 499	133 500
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	100	3 896	-	3 996
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	31 179	31 179
Total des passifs et des capitaux propres	99 288	45 630	20 088	11 804	12 678	29 848	66 576	31 287	219 845	537 044

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

31 octobre
2013

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 2)	1 169	907	3 246	3 935	3 850	13 381	42 477	2 570	-	71 535
Contrats de location simples	25	46	69	69	69	262	618	640	-	1 798
Contrats de garantie financière 2)	4 778	-	-	-	-	-	-	-	-	4 778
Obligations d'achat	71	141	211	216	207	729	1 115	275	-	2 965

2) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2013, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 25 février 2014 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 27 mai 2014, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6766952).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Sharon Haward-Laird, responsable, relations avec les investisseurs, sharon.hawardlaird@bmo.com, 416-867-6656

Andrew Chin, directeur, relations avec les investisseurs, andrew.chin@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Tom Flynn, chef des finances,
tom.flynn@bmo.com, 416-867-4689

Secrétaire général

Barbara Muir, première vice-présidente, conseil général délégué,
Affaires générales et secrétaire général,
corp.secretary@bmo.com, 416-867-6423

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 74,04 \$

Décembre 70,29 \$

Janvier 69,91 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com. Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Assemblée annuelle de 2014

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 1^{er} avril 2014 à Toronto, en Ontario.